



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



**Agir • Mobiliser • Accélérer**

## **COP Occitanie**

Analyse préliminaire des résultats des questionnaires  
Session de travail avec les pilotes des GTs

Secrétariat général à la planification écologique

# Objectifs de cette session de travail

- Partager les résultats préliminaires issus de l'analyse des retours de diagnostic obtenus en région Occitanie
- Recueillir vos réactions et discuter des implications pour les différents GT

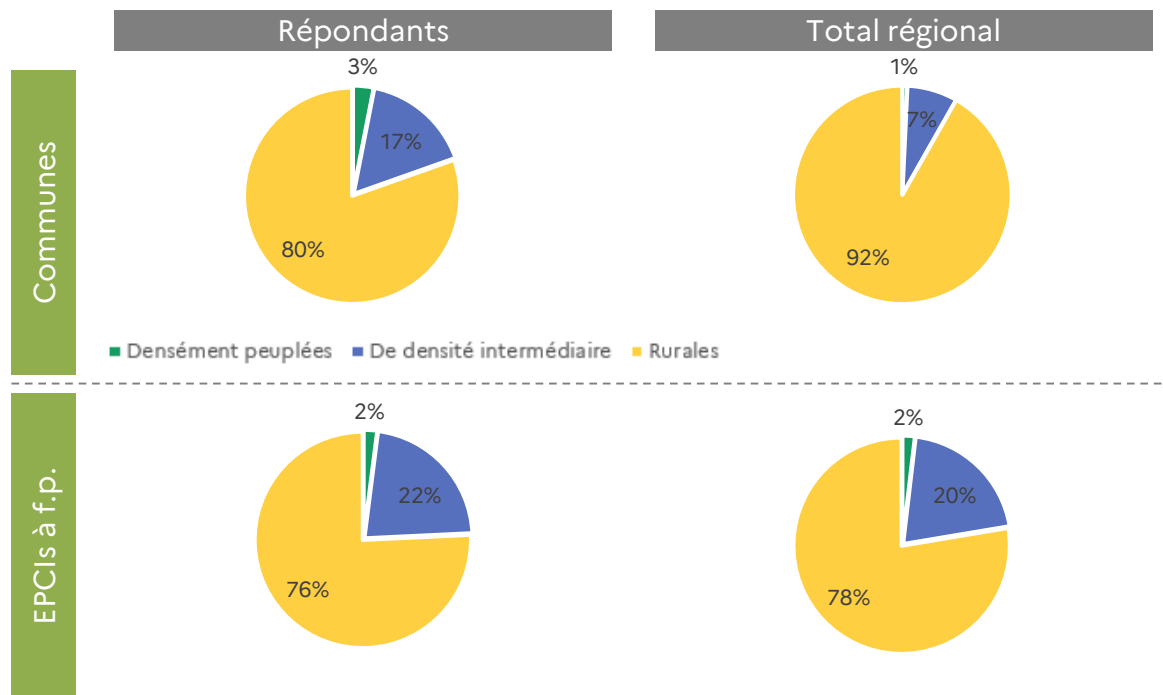
# Collectivités ayant répondu au questionnaire

# Le diagnostic repose sur 233 fichiers de pré-diagnostic reçus

Il couvre la région, 11 sur 13 départements, ~60% des EPCI et ~100 communes

	Nombre de répondants	Part du total régional
Région	1	100%
Départements	11	84%
Intercommunalités	122	N/A
<i>Dont EPCI à fiscalité propre</i>	99	61%
<i>Dont communautés de communes</i>	84	61%
<i>Dont communautés d'agglomérations</i>	12	60%
<i>Dont métropoles et communautés urbaines<sup>1</sup></i>	3	100%
<i>Dont Syndicats mixtes et PETR<sup>2</sup></i>	23	N/A
Communes	99	2%
Total	233	N/A

# L'échantillon dispose d'une bonne représentativité de la densité de la région montrant une forte mobilisation des territoires ruraux



Exemples de communes rurales à habitat dispersé ayant répondu au questionnaire :

- BOULE D'AMONT
- CADIX
- COURRIS
- DOURBIES
- LABARTHE
- LABARTHE-BLEYS
- LIVERS-CAZELLES
- MONTCLUS
- PADIÈS
- PUYCALVEL
- SAINT GENEST DE CONTES
- SAINT JULIEN GAULENE
- SALLES

# Introduction aux résultats du diagnostic

# Méthode | Les collectivités ont été appelées à donner leur diagnostic sur l'ensemble des leviers de la planification écologique

## Transport de voyageurs

- Véhicules électriques
- Bus et cars décarbonés
- Réduction du besoin de déplacements
- Covoiturage
- Vélo
- Transport en commun
- Efficacité et carburants décarbonés des véhicules privés

## Transport de marchandises

- Fret décarboné et multimodalité
- Efficacité et sobriété logistique

## Bâtiments

- Rénovation dans le tertiaire
- Rénovation dans le résidentiel

## Energie

- Electricité renouvelable
- Biogaz
- Réseaux de chaleur décarbonés

## Industrie

- Décarbonation des sites industriels
- Produits bois

## Agriculture et alimentation

- Changements de pratiques de fertilisation azotée
- Elevage durable
- Bâtiments & Machines agricoles
- Gestion des haies
- Gestion des prairies
- Pratiques stockantes
- Réduction de l'usage des produits phytosanitaires
- Agriculture biologique et de HVE
- Bouclage biomasse
- Loi Egalim / Climat et Résilience

## Espaces naturels

- Sobriété foncière
- Gestion des puits forestiers
- Forêts sous gestion durable
- Points noirs prioritaires de continuité écologique
- Surface en aire protégée
- Restauration des habitats naturels

## Eau

- Sobriété dans l'utilisation de la ressource en eau
- Protection des zones de captage d'eau
- Désimperméabilisation des sols

## Déchets

- Captage de méthane dans les ISDND
- Valorisation matière des déchets
- Prévention des déchets
- Mise en décharge
- Taux de collecte

# Le diagnostic des collectivités repose sur deux types de questions

## **I.** Pour chaque levier, évaluer l'action en cours sous forme de 3 questions

### 1. Ce levier est-il pertinent pour mon évaluation ?

*Réponses possibles*

- 0 = Le levier n'est pas pertinent pour mon territoire
- 1 = Le levier n'est pas dans le champ de ma compétence
- 2 = Le levier est pertinent pour mon action

### 2. L'action de ma collectivité contribue-t-elle à la hauteur des enjeux ?

*Réponses possibles*

- |                       |                       |
|-----------------------|-----------------------|
| 1 = Plutôt non        | 2 = Partiellement non |
| 3 = Partiellement oui | 4 = Plutôt oui        |

### 3. L'action de l'ensemble des parties prenantes (Etat, collectivités, entreprises, citoyens) est-elle à la hauteur des enjeux ?

*Réponses possibles*

- |                       |                       |
|-----------------------|-----------------------|
| 1 = Plutôt non        | 2 = Partiellement non |
| 3 = Partiellement oui | 4 = Plutôt oui        |

## **II.** Pour chaque action possible dans ses compétences, indiquer si elle est déjà / en cours de mise en œuvre

**Les leviers ont été déclinés en ~150 actions type, classées selon le périmètre de compétence (région, département, EPCI, commune)**

Exemples :

- Rénovation du parc de bâtiments publics avec un niveau d'ambition cohérent avec le décret tertiaire
- Développement et exploitation de l'infrastructure de recharge en voirie
- Favorisation et accompagnement des citoyens dans l'action et dans la gouvernance des aires protégées

### **Une question par action : est-elle déjà / en cours de mise en œuvre ?**

*Réponses possibles*

- |                       |                       |
|-----------------------|-----------------------|
| 1 = Plutôt non        | 2 = Partiellement non |
| 3 = Partiellement oui | 4 = Plutôt oui        |



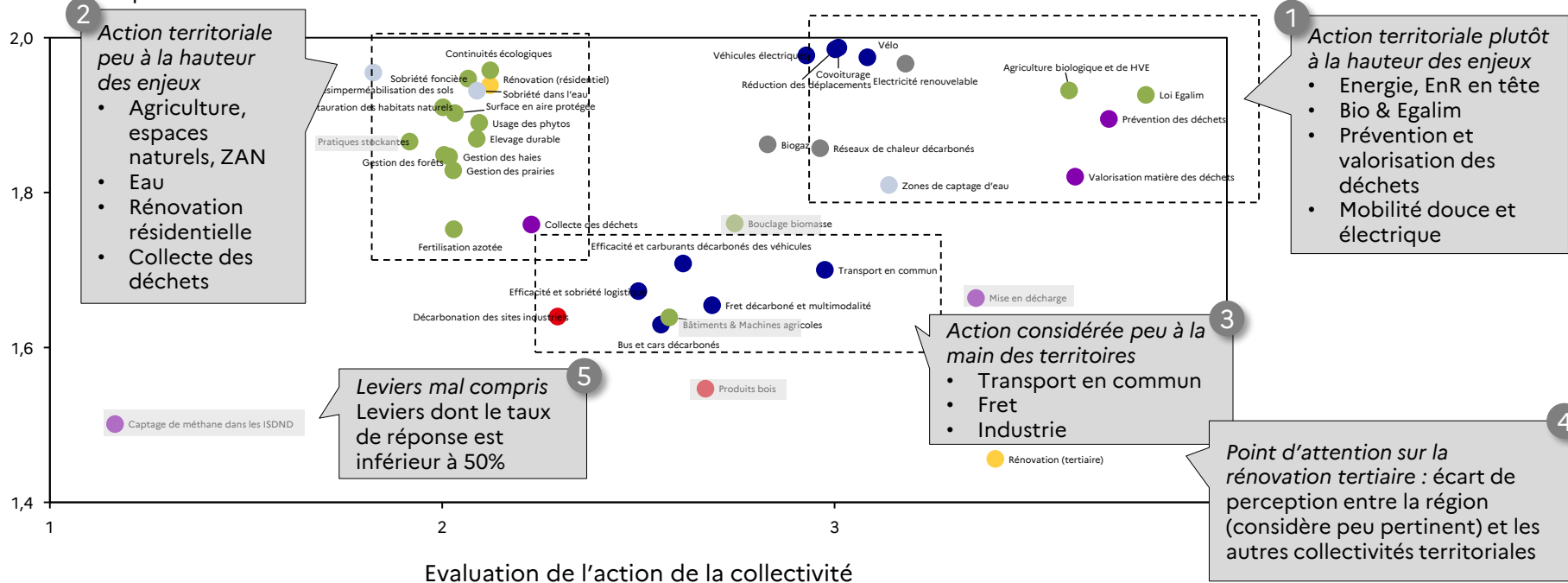
## L'agrégation des résultats répond à deux partis pris

- **Visions moyennées** pour garantir la confidentialité des diagnostics individuels et faire l'objet d'une synthèse rendue publique
- Poids des collectivités ont fait l'objet d'une **pondération**, avec un poids accru pour la région et les départements

Règles de calcul	
Estimation départementale	$\text{Note départementale} = \frac{\text{Moyenne bloc communal} + \text{Département}}{2}$
Estimation régionale	$\text{Note régionale} = \frac{\text{Moyenne notes départementales} + \text{Région}}{2}$

# Principaux résultats | 5 catégories de leviers peuvent être identifiées

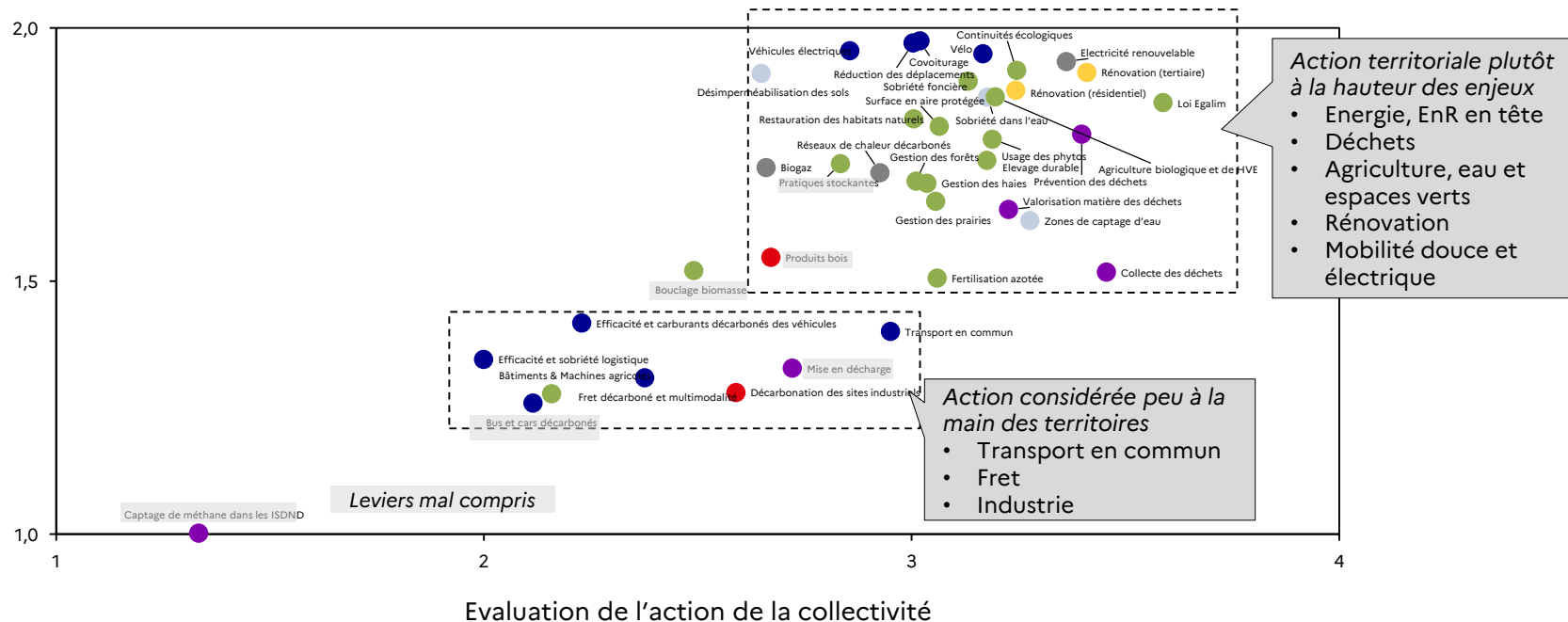
Niveau de pertinence



# Hors région, le bilan est moins contrasté avec une perception de l'action territoriale au moins partiellement à la hauteur des enjeux

Niveau de pertinence

Moyenne pondérée hors région (départements, EPCIs, communes)



# ...en cohérence avec les principales actions mentionnées

## Top 15 des actions les plus mises en œuvres mentionnées par les CT

### Départements

- Mesures de sobriété dans le parc de bâtiments publics (température de chauffage, etc.)
- Mise en application du menu végétarien hebdomadaire, dans les cantines scolaires, publiques et privées
- Promotion de légumineuses, produits bio et issus de circuits courts dans la commande publique et la restauration collective, déploiement de Projets Alimentaires Territoriaux
- Réduction et verdissement des déplacements domicile-travail et professionnels des agents
- Respect de l'interdiction d'utilisation de produits phytopharmaceutiques pour l'entretien des espaces verts, forêts, voiries et promenades
- Accompagnement de la mise en œuvre des projets d'aménagement par la maîtrise d'ouvrage publique locale (ex. passes à poissons, écopoints...)
- Accompagnement ou mise en œuvre des projets labélisés « solutions fondées sur la nature » (restauration des zones humides, renaturation, restauration des cours d'eau)
- Construction de nouveaux bâtiments exemplaires cohérent avec les objectifs d'écoconception et de sobriété foncière
- Développement et exploitation de l'infrastructure de recharge en voirie
- Electrification des flottes détenues par la collectivité
- Mesures d'acculturation et de communication autour du covoiturage
- Mise en place de voiries cyclables et infrastructures de stationnement pour vélos dans le cadre du schéma directeur vélo
- Mise en place d'infrastructures de covoiturage (points de rencontre, lignes de covoiturage, plateforme de covoiturage...)
- Rénovation du parc de bâtiments publics avec un niveau d'ambition cohérent avec le décret tertiaire
- Aides à la rénovation du parc privé complémentaires aux aides nationales / dispositif MaPrimeRénov

### EPCI

- Actions d'efficacité énergétique et de sobriété pour l'éclairage public
- Mesures de sobriété dans le parc de bâtiments publics (température de chauffage, etc.)
- Définition de zones d'accélération et remontée au référent préfectoral
- Amélioration de la collecte et du tri
- Rénovation du parc de bâtiments publics avec un niveau d'ambition cohérent avec le décret tertiaire
- Introduction des enjeux de la Trame Verte et Bleue dans les documents d'urbanismes ScoT, PLU, PLUI
- Mesures de communication et de sensibilisation à la réduction des déchets (lutte contre les imprimés publicitaires, le gaspillage alimentaire...)
- Mesures de communication et sensibilisation aux dispositifs d'aide et aux enjeux de la rénovation
- Réduction et verdissement des déplacements domicile-travail et professionnels des agents
- Mise en place d'opérations d'aménagement en recyclage urbain : recyclage des friches, requalification des quartiers dégradés, revitalisation des petites et moyennes centralités...
- Mesures de communication et mobilisation autour des Energies Renouvelables
- Régulation des constructions de surfaces bâties via les PLH / PLU : optimisation de l'usage du foncier, promotion de la densité, limitation de la construction de nouveaux bâtiments, incitations à la réhabilitation / reconversion, promotion d'habitats collectifs...
- Electrification des flottes détenues par la collectivité
- Construction de nouveaux bâtiments exemplaires cohérents avec les objectifs d'écoconception et de sobriété foncière
- Aides à la rénovation du parc privé complémentaires aux aides nationales / dispositif MaPrimeRénov

### Communes

- Actions d'efficacité énergétique et de sobriété pour l'éclairage public
- Mesures de sobriété dans le parc de bâtiments publics (température de chauffage, consommations de gaz et électricité, etc.)
- Rénovation du parc de bâtiments publics avec un niveau d'ambition cohérent avec le décret tertiaire
- Lutte contre les dépôts sauvages : collectes et contrôles
- Respect de l'interdiction d'utilisation de produits phytopharmaceutiques pour l'entretien des espaces verts, forêts, voiries et promenades
- Amélioration de la collecte et du tri
- Définition de zones d'accélération et remontée au référent préfectoral (mesures de la loi pour l'accélération de la production d'énergies renouvelables (AER), ...)
- Respect de la réglementation sur l'éclairage
- Conduite des opérations de végétalisation en ville : cours d'école, lutte contre les îlots de chaleur urbains, toute action favorable à la « nature en ville »
- Respect de la réglementation et de la sensibilisation du grand public pour limiter les départs de feu
- Mise en œuvre d'une gestion optimisée et raisonnée des flux dans les bâtiments publics et autres usages (arrosage des espaces verts...)
- Respect de la réglementation et de la sensibilisation du grand public pour limiter les départs de feu
- Introduction des enjeux de la Trame Verte et Bleue dans les documents d'urbanismes ScoT, PLU, PLUI
- Favorisation du confort et de la sécurité des cheminements piétons
- Mise en application du menu végétarien hebdomadaire, introduit par la loi EGALIM de 2018, visant à protéger la rémunération des agriculteurs, et entériné par la loi Climat et résilience, dans les cantines scolaires, publiques et privées

# Les actions les moins mises en œuvre portent sur espaces verts pour les départements et mobilité pour le bloc communal

## Top 15 des actions les moins mises en œuvres mentionnées par les CT

### Départements

- Contractualisation avec les coopératives forestières
- Valorisation des services rendus par les aires protégées et mobilisation de l'ensemble des acteurs du territoire pour leur financement
- Intégration dans la commande publique des critères de certification en biomasse durable
- Création d'une entité publique de mise en œuvre des sites naturels de compensation (SNC/SNNR) du territoire
- Expérimentation de l'option végétarienne quotidienne en cas de choix multiple
- Promotion des cloisonnements et des modes d'exploitation à faible impact sur les sols
- Suivi de l'atteinte effective du gain écologique des sites naturels de compensation (SNC) du territoire
- Qualification et quantification du besoin de compensation du territoire (ex. volume potentiel de compensation, éléments de biodiversités concernés...)
- Information pour les maîtres d'ouvrage sur le dispositif SNC/SNNR et ses intérêts Suivi de l'atteinte effective du gain écologique des sites naturels de compensation (SNC) du territoire
- Conduite des opérations de végétalisation en ville : cours d'école, lutte contre les îlots de chaleur urbains, toute action favorable à la « nature en ville »
- Sur la base des outils fonciers et réglementaires existants, extension du réseau d'aires protégées et de protections fortes
- Création d'un cadre commun de valorisation et de communication des aires protégées du territoire (charte graphique/d'identité, documents de communication...)
- Intégration dans les marchés publics de clauses incitatives pour une logistique durable
- Prise de participation ou soutien financier aux projets EnR
- Préemption ou achats de forêts privées

### EPCI

- Mesures d'accompagnement et de communication autour de la mobilité électrique
- Aides à l'acquisition de voitures électriques ou à l'installation de bornes de recharge privées complémentaires aux aides nationales
- Mise en place de services d'autopartage ou mutualisation de flottes
- Aide à l'achat de vélos
- Soutien et accompagnement de la filière covoiturage
- Instauration d'un nombre minimum de bornes de recharge dans les nouveaux parkings privés dans le PLU/PDU
- Mesures d'acculturation et de communication autour du covoiturage
- Soutien et accompagnement à la filière vente et réparation de vélos
- Mesures de communication et sensibilisation à l'impact environnemental sur les actes d'achat y compris en terme de transport
- Avantage à la mobilité électrique : voies réservées aux véhicules propres, tarification différenciée pour le stationnement...
- Aides à l'acquisition de véhicules professionnels à motorisation alternative
- Prise de participation ou soutien financier aux projets EnR
- Intégration dans les marchés publics de clauses incitatives pour une logistique durable
- Cartographie des flux des déchets d'activité économique
- Méthanisation des boues des stations d'épuration

### Communes

- Electrification des flottes détenues par la collectivité
- Exonération de taxe foncière pour les propriétés construites qui intègrent des dispositifs destinés à rétablir la continuité écologique.
- Instauration d'un nombre minimum de bornes de recharge dans les nouveaux parkings privés dans le PLU/PDU
- Aides à l'acquisition de voitures électriques ou à l'installation de bornes de recharge privées complémentaires aux aides nationales
- Mesures d'accompagnement et de communication autour de la mobilité électrique
- Mise en place de services d'autopartage ou mutualisation de flottes
- Accompagnement et facilitation des projets de réutilisation des eaux (eaux usées traitées, eaux de pluie, eaux grises...)
- Usage de la procédure d'incorporation des biens vacants
- Etude de la faisabilité technique de forages géothermiques comme appui ou substitution à la biomasse dans le mix énergétique des réseaux de chaleur et des bâtiments publics
- Méthanisation des boues des stations d'épuration
- Aides à l'acquisition de véhicules professionnels à motorisation alternative
- Développement et exploitation de l'infrastructure de recharge en voirie
- Identification des forêts "biens vacants et sans maîtres"
- Mise en place de services de location ou de prêt de vélos
- Accompagnement de la végétalisation de l'habitat et des entreprises privées

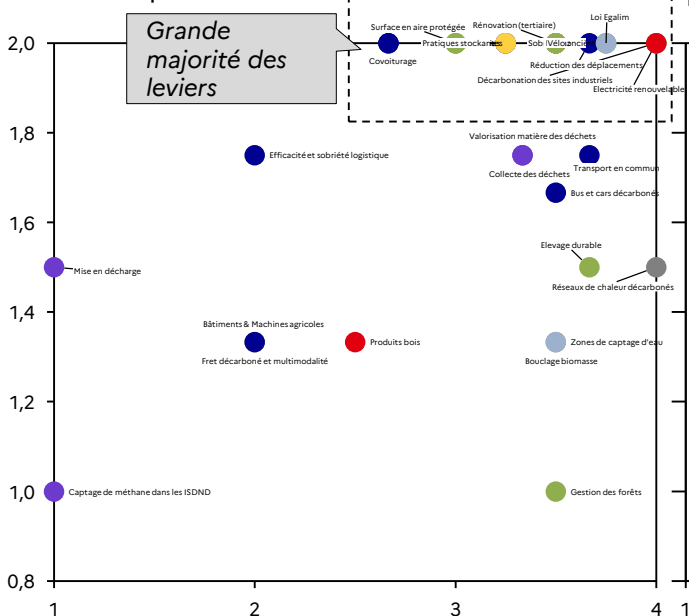
# Urbain vs. rural : plus le territoire est dense, plus les CT perçoivent les leviers comme pertinents pour leur action et mis en œuvre

## Communes et EPCI urbains

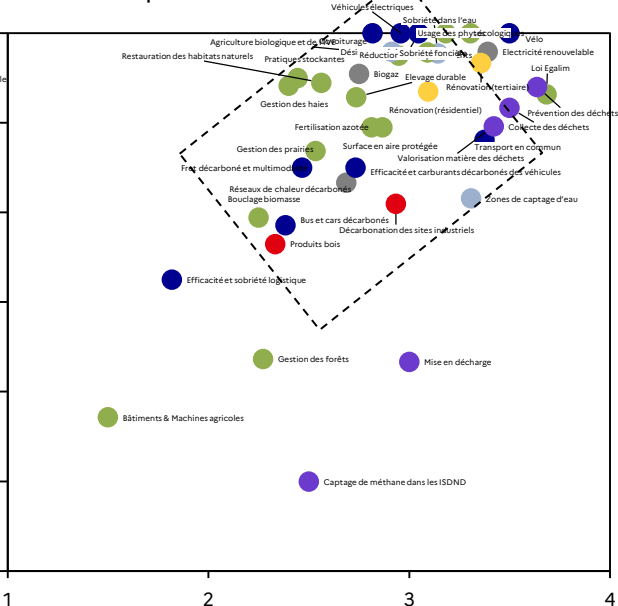
## Communes et EPCI intermédiaires

## Communes et EPCI ruraux

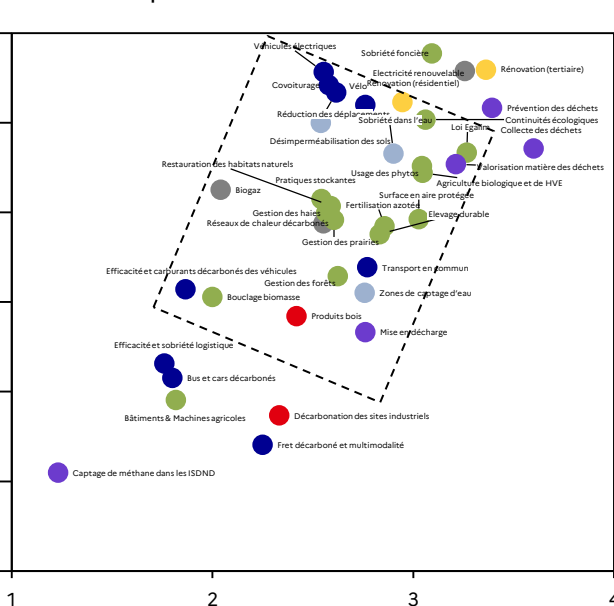
Niveau de pertinence



Niveau de pertinence



Niveau de pertinence



## Moment d'échange

- ☐ Ces résultats vous surprennent-ils ?
- ☐ Sont-ils cohérents avec votre vision de la classification des leviers ?
- ☐ Quelles implications en tirez-vous pour la phase de débat ?

# Revue préliminaire de résultats sur une sélection de leviers



## **La COP Occitanie a choisi de répartir ses travaux sur les leviers et actions autour de 9 groupes thématiques**

- ✓ Mieux se loger
- ✓ Mieux produire et utiliser l'énergie
- ✓ Mieux produire dans l'industrie
- ✓ Mieux préserver la ressource en eau
- ✓ Mieux se déplacer
- ✓ Mieux préserver la biodiversité
- ✓ Mieux produire en agriculture et mieux se nourrir
- ✓ Mieux préserver la forêt
- ✓ Mieux gérer les déchets

# Le SGPE a fait une première revue des résultats sur 11 leviers pour discussion aujourd'hui et mettre au regard de votre expertise

Groupe thématique	Levier analysé
Mieux se loger	1. Rénovation tertiaire
Mieux produire et utiliser l'énergie	2. Electricité renouvelable
Mieux produire dans l'industrie	3. Décarbonation de l'industrie
Mieux se déplacer	4. Véhicules électriques
	5. Vélo
	6. Transport en commun
	7. Fret décarboné et multimodalité
Mieux préserver la ressource en eau	8. Sobriété dans l'eau
Mieux préserver la biodiversité	9. Continuités écologiques
Mieux produire en agriculture et mieux se nourrir	10. Egalim
Mieux préserver la forêt	11. Gestion des forêts
Mieux gérer les déchets	12. Valorisation matière

***Ces analyses sont à titre d'exemple, que vous pourrez répliquer sur les autres leviers si vous le trouvez utile pour le diagnostic***

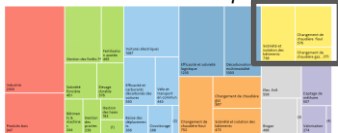
Bâtiment  
tertiaire

# Levier : Rénovation tertiaire

## Synthèse du diagnostic

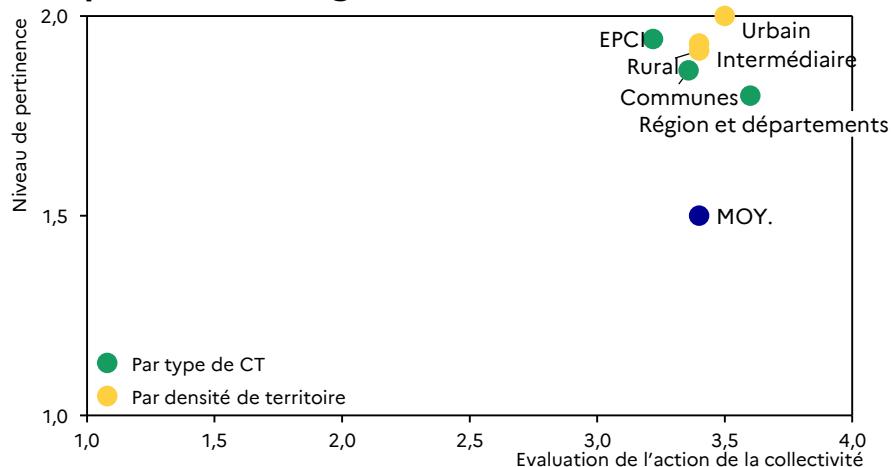
**A propos  
du levier  
(appel)**

Positionnement sur le panorama



- Le levier porte sur les efforts de sobriété sur le chauffage et la climatisation ainsi que la rénovation des bâtiments (isolation, changement de vecteur énergétique)
- Pour l'Occitanie, cela représente passer de 19,1 TWh en 2019 consommés (17,1 en 2021) à 12,7 TWh en 2030, ainsi qu'une baisse de 80% de la consommation de fioul par le secteur tertiaire et 2/3 de celle de gaz

## Réponses au diagnostic



## Principaux messages

- Au niveau infra-régional, il y a un fort consensus pour désigner la rénovation tertiaire comme **un des leviers pour lesquels l'action publique locale est la plus pertinente et la plus proche des enjeux**
- **Pourtant, à la maille des actions, l'échelon communal est plus pessimiste sur le niveau de mise en œuvre** ou ne sait pas se positionner, tandis que départements et région sont plus optimistes
- Dans les détails :
  - Sur la rénovation des bâtiments publics, région et départements considèrent une bonne mise en œuvre, EPCIs y voient une mise en œuvre partielle tandis que les communes sont plus négatives
  - Les autres actions fortement mentionnées sont : les mesures de sobriété en ligne avec les recommandations (19°C/26°C), les nouveaux bâtiments suivant standards et labels (RT2020, HQE...) et les programmes avec l'Etat comme PIG/OPAH et France Rénov
  - Très peu d'actions de soutien de la filière sont identifiées

Bâtiment  
tertiaire

# Levier : Rénovation tertiaire

## Synthèse des actions déjà / en cours de mise en œuvre

### Liste des actions

### Niveau de mise en œuvre<sup>1</sup>

### Citations issues des collectivités (extraits)

1 = minimum ; 5 = maximum

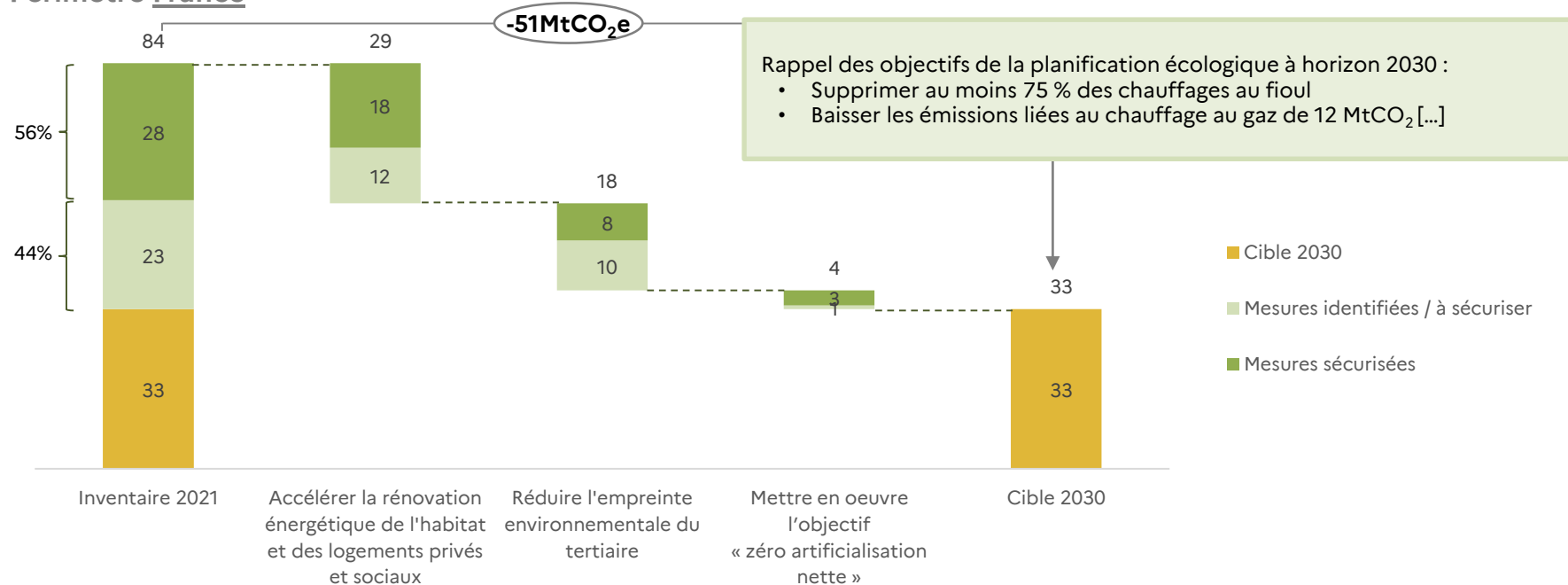
Soutien et accompagnement de la filière rénovation énergétique		<ul style="list-style-type: none"> <li>« Dispositif AREO porté par les CMA et accompagné par le PETR et le programme Leader. Pertinence du dispositif mais trop peu de disponibilité des artisans locaux pour maintenir ce dispositif, non renouvelé depuis 2022. »</li> <li>« Existence d'un guichet rénov'occitanie avec le PNRGC: réunions avec les Pros sur l'étanchéité à l'air, sur la rénovation du bâti ancien et le confort d'été »</li> </ul>
Rénovation du parc de bâtiments publics		<ul style="list-style-type: none"> <li>Région : « Fiche dédiée dans le PO FEDER 2021-2027. Accompagnement de la CCIR et de la CRMA pour le petit tertiaire privé »</li> <li>« Programme de rénovation énergétique des bâtiments déjà enclenché », plans pluriannuels de travaux</li> <li>70% des EPCI et 43% des communes ont indiqué au moins une action</li> </ul>
Mutualisation de travaux à l'échelle d'un quartier (ex. identification de quartiers, animation,...)		<ul style="list-style-type: none"> <li>« Recrutement (en cours) d'une chargée de mission Habitat à l'échelle des 3 EPCI de l'Astarac pour accompagner des projets collectifs ciblés »</li> <li>Rénovations urbaines de quartier</li> <li>Via OPAH</li> </ul>
Mesures de sobriété dans le parc de bâtiments publics (température de chauffage...)		<ul style="list-style-type: none"> <li>Consigne 19°C / 26°C dans les bureaux appliquée depuis l'hiver 2022</li> <li>Installation de LED, gestion pilotée du chauffage</li> <li>Sensibilisation aux éco-gestes, charte de sobriété</li> <li>« Embauche d'un Conseiller en Energie Partagée »</li> </ul>
Mesures de communication et sensibilisation aux dispositifs d'aide et aux enjeux de la rénovation		<ul style="list-style-type: none"> <li>Participation au guichet Renov Occitanie</li> <li>Cafés Reno, plaquettes de communication, suivi-animation de l'OPAH / PIG, France service</li> <li>Très peu d'actions mentionnées par les communes</li> </ul>
Construction de nouveaux bâtiments exemplaires		<ul style="list-style-type: none"> <li>Intégration des derniers standards et labels : RE2020, BPOS, HQE, Eco-label...</li> <li>Intégration d'EnR (PV, solaire thermique, géothermie, PAC...)</li> </ul>
Aides à la rénovation du parc privé complémentaires aux aides nationales		<ul style="list-style-type: none"> <li>De nombreux PIG – ex. « Participation de l'EPCI à hauteur de 200 euros pour les travaux de rénovation énergétique des ménages modestes et très modestes (PIG Mon Coach Eco-logis porté par le département) »</li> <li>Via OPAH</li> <li>Participation au Guichet Rénov'Occitanie</li> </ul>

■ Départements & Région ■ Intercommunalité ■ Commune

Bâtiment  
tertiaire

## Vision externe : Maturité des leviers de décarbonation du bâtiment – une dynamique à accroître sur le tertiaire

Maturité des leviers de décarbonation du bâtiment (incluant artificialisation) et impact associé (MtCO<sub>2</sub>e/an)  
Périmètre France

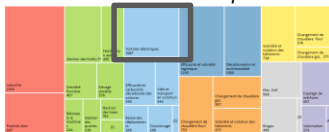


Transport de  
voyageurs

# Levier : Véhicules électriques (véhicules particuliers) Synthèse du diagnostic

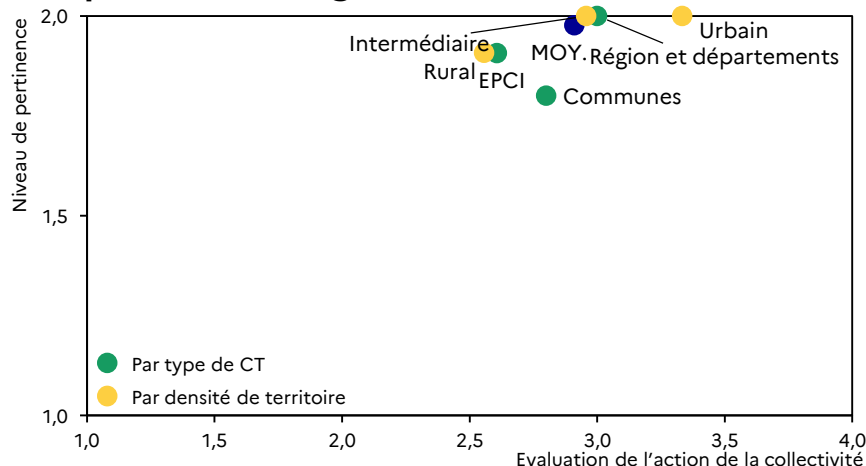
**A propos  
du levier  
(appel)**

Positionnement sur le panorama



- Le levier porte sur l'électrification du parc de véhicules particuliers (ambition nationale de 15 % de véhicules électriques en 2030), en remplaçant progressivement les véhicules les plus anciens
- Pour l'Occitanie, cela représente 518 milliers de véhicules en 2030, contre 9 milliers en 2019 et 38 milliers en 2022<sup>1</sup>

## Réponses au diagnostic



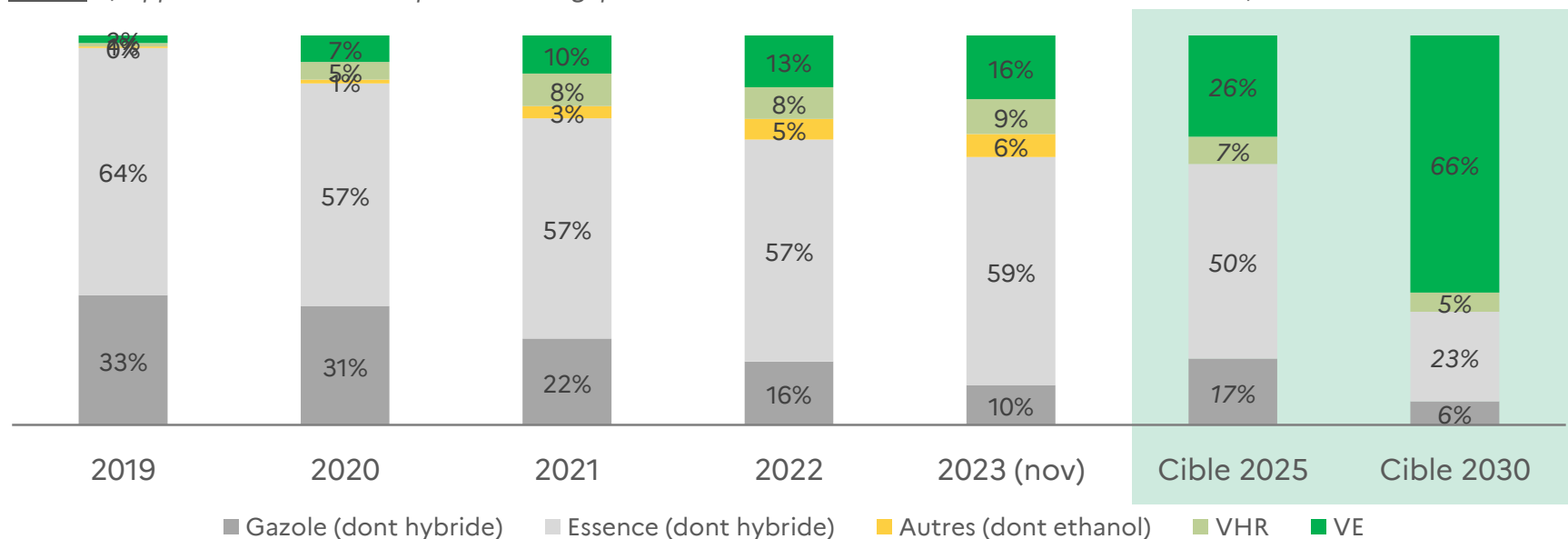
## Principaux messages

- L'action territoriale est vue comme **très importante** pour l'électrification des véhicules, et **partiellement à la hauteur** des enjeux
- ...avec des **différences notables entre territoires** plutôt urbains (ex. Haute Garonne), plus optimistes que les ruraux (ex. Gers)
- En termes d'actions :
  - Sur les bornes, le bloc communal perçoit l'action locale comme peu mise en œuvre, tandis que les départements sont plus optimistes
  - La région est active sur les aides à l'acquisition et les mesures d'accompagnement
  - Départements et EPCI sont actifs sur les flottes propres
  - Des ZFE sont mises en place ou en cours dans les principales métropoles
  - Le reste des actions possibles sont peu mises en œuvre

Transport de  
voyageurs

## Vision externe : la part des VE dans les nouvelles immatriculations progresse conformément au plan

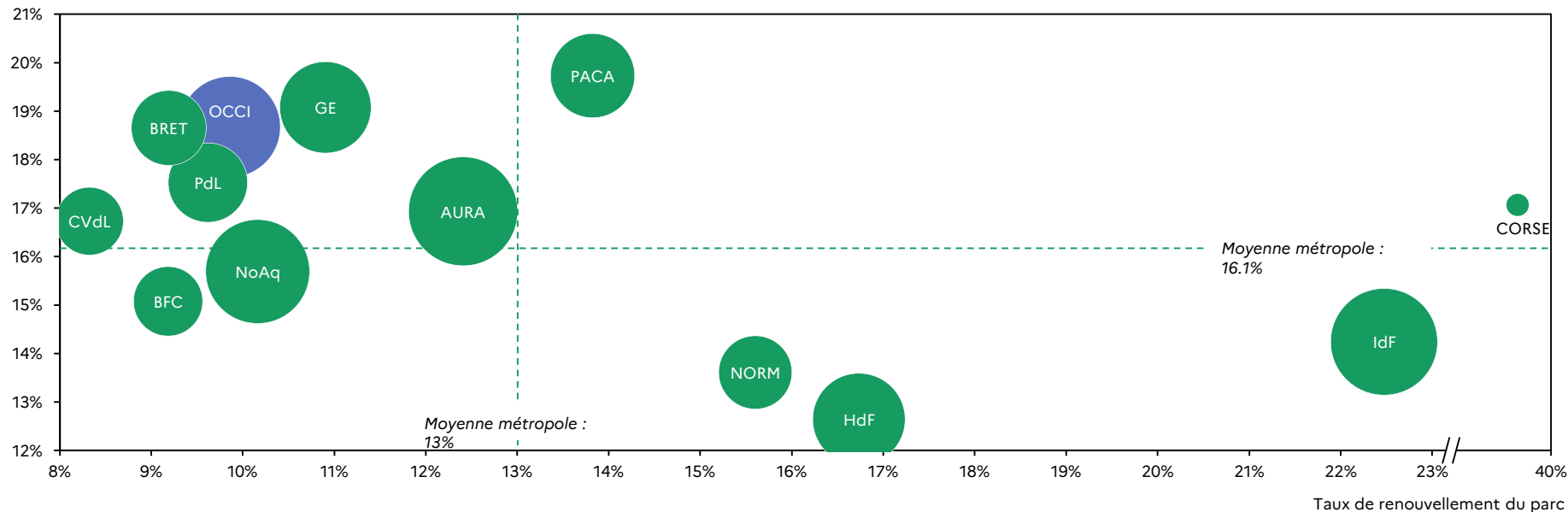
Évolution des immatriculations de véhicules légers (hors VUL) par motorisation (Source RSVERO) – Périmètre France - (Rappel : la cible de la Planification Ecologique est d'atteindre 66% d'immatriculation en VE en 2030)



Transport de  
voyageurs

# L'Occitanie fait partie des régions dans lesquelles la part de VE dans les nouvelles immat. est la plus élevée

Renouvellement du parc (nouvelles immatriculations / parc de CRIT'Air3 et +), et part de marché électrique dans les immatriculations sur un an (11/22-10/23)





Transport de  
voyageurs

# Levier : Véhicules électriques (véhicules particuliers)

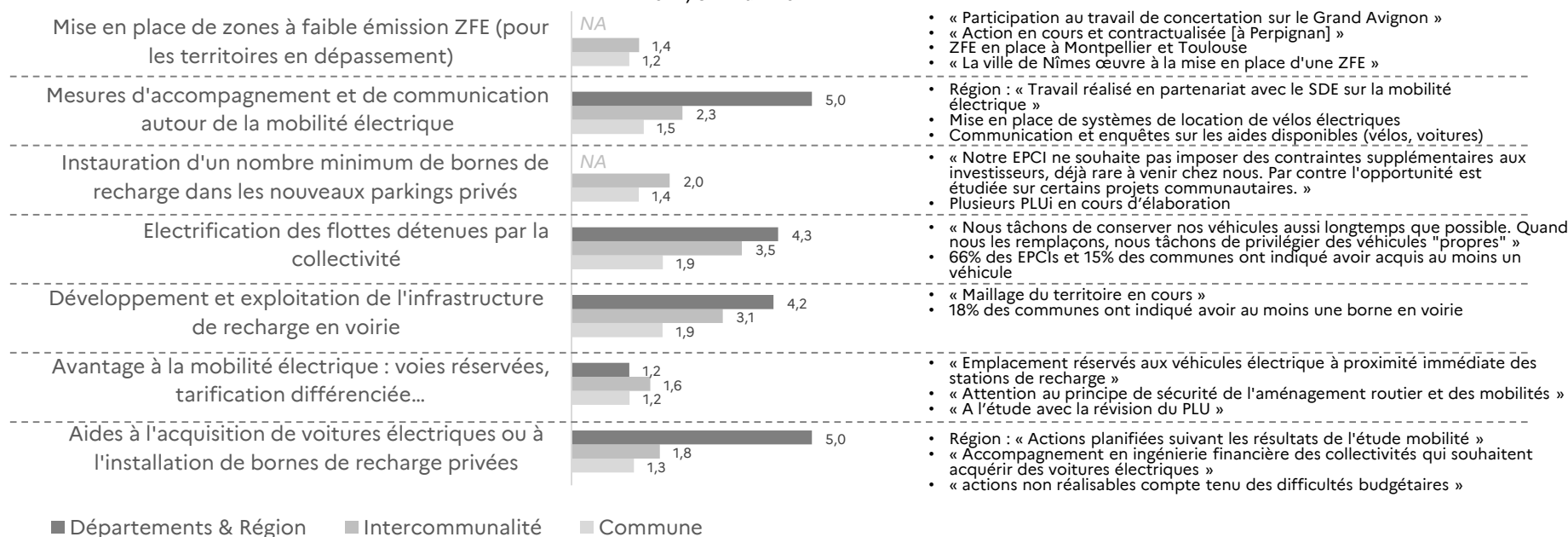
## Synthèse des actions déjà / en cours de mise en œuvre

### Liste des actions

### Niveau de mise en œuvre<sup>1</sup>

### Citations issues des collectivités (extraits)

1 = minimum ; 5 = maximum



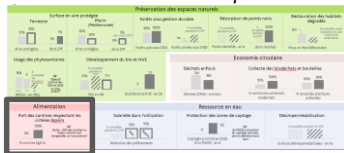
Agriculture et  
alimentation

# Levier : Egalim / Climat et Résilience

## Synthèse du diagnostic

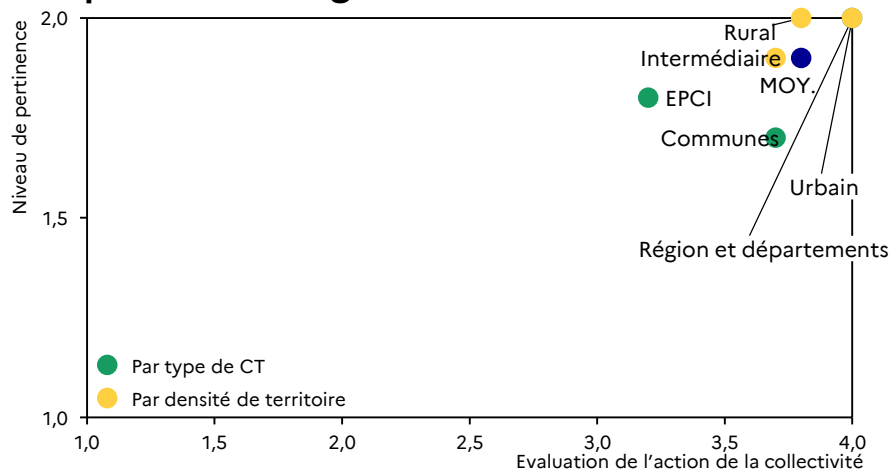
**A propos  
du levier  
(rappel)**

Positionnement sur le panorama



- Le levier vise à suivre le respect de récentes prescriptions législatives (lois Egalim, Climat et Résilience), qui imposent obligatoirement depuis 2022 pour la restauration collective : 50% de produits durables et de qualité dont 20% de bio
- D'après le site ma-cantine.fr seules 17% des cantines en Occitanie respectent ces obligations

## Réponses au diagnostic



## Principaux messages

- Il y a un **très grand écart** entre la **vision très positive du levier** par l'ensemble des collectivités territoriales, qui positionnent unanimement leur action comme étant à la hauteur des enjeux
- ... **les valeurs des chiffres recensés sur ma-cantine.fr** (17% des cantines de la région ont atteint les objectifs)
- ...**et les actions mises en œuvre** :
  - Région et département ont mis en place le menu végétarien hebdomadaire
  - Mais au niveau du bloc communal la mise en œuvre est considérée comme pas à la hauteur

Agriculture et  
alimentation

# Levier : Egalim / Climat et Résilience

## Synthèse des actions déjà / en cours de mise en œuvre

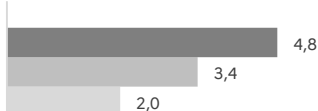
### Liste des actions

### Niveau de mise en œuvre<sup>1</sup>

1 = minimum ; 5 = maximum

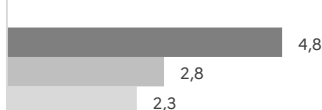
### Citations issues des collectivités (extraits)

Promotion de légumineuses, produits bio, circuits courts dans la commande publique, déploiement de Projets Alimentaires Territoriaux (PAT)



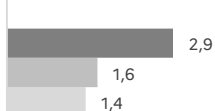
- 44% des collectivités questionnées ont une initiative à mentionner (PAT, commande publique, ...)

Mise en application du menu végétarien hebdomadaire (lois Egalim et Climat et résilience) dans les cantines scolaires



- « À moins que toute la consommation de viande dans les cantine scolaire soit assurée par la production locale, il n'y a pas de raison que cette mesure affecte les éleveurs. Veiller à ce que le repas végétarien ne soit pas plus désastreux qu'un repas carné contenant des produits issus de l'élevage extensif. »
- « L'enquête sur la restauration collective montre que le menu végétarien hebdomadaire est mis en place dans beaucoup de cantines scolaires du territoire (école maternelle/primaire) »

Expérimentation de l'option végétarienne quotidienne en cas de choix multiple



- « Questionnement autour de la valeur de la protéine animale et de sa qualité insuffisamment posé dans le débat national »
- Moins de 10% des collectivités questionnées mentionnent une expérimentation en cours

■ Départements & Région ■ Intercommunalité ■ Commune

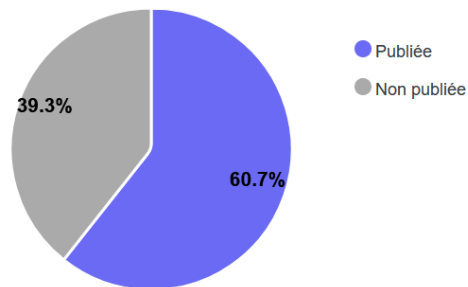
Agriculture et  
alimentation

## Vision externe : Suivi des cantines en Occitanie d'après ma-cantine.fr

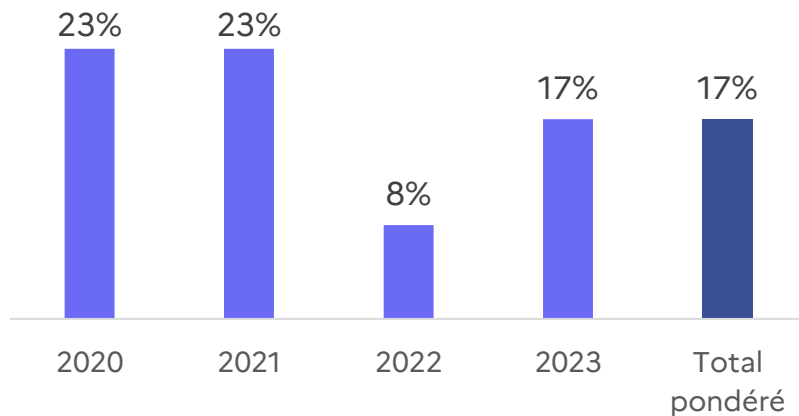
### Les chiffres pour « Occitanie »

Au total, nous avons **2583** cantines sur cette région.

**1567** cantines ont publié leurs données (répertoriées dans [nos cantines](#)).



### % ayant réussi l'objectif d'approvisionnement EGAlim



Note : Les repas doivent comporter, à partir de l'année 2022, au moins 50 % de produits de qualité et durables dont au moins 20 % issus de l'agriculture biologique ou en conversion pour les cantines en France continentale. Ces taux (en %) sont calculés à partir de la valeur HT en euros de la somme des achats annuels alimentaires - sur l'ensemble des repas, boissons et collations comprises. i.e. Pour 100 euros d'achat, au moins 20 euros doivent correspondre à des produits bio ou en conversion et au total au moins 50 euros doivent correspondre à des produits durables et de qualité (bio inclus).

## Moment d'échange

### *Questions à se poser par levier*

- ☐ Ces résultats vous surprennent-ils ?
- ☐ Sont-ils cohérents avec vos analyses ?
- ☐ Quelles analyses complémentaires le GT doit-il faire (pour le diagnostic, pour la phase de débat) ?
- ☐ Quelles actions chercher à renforcer vs. déprioriser ? Pour quels types de territoires ? Cette discussion a-t-elle vocation à être portée par les GT régionaux ou départementaux ?
- ☐ Qu'attendre de la COP sur ce levier ?

# Prochaines étapes

# Prochaines étapes

- *Par l'équipe projet COP :*
  - Poursuivre l'analyse des pré-diagnostics
  - L'enrichir avec les données et analyses existantes sur les tendances observées
  - Finaliser le diagnostic (début mars)
- *Par les pilotes de GT :*
  - Partager les éléments qui vous semblent pertinents auprès des autres membres et recueillir leurs éventuels retours (réponses aux questions clés)
  - Produire une synthèse des échanges tenus en réunion et des retours pour alimenter le diagnostic
  - Y identifier les leviers et actions prioritaires à travailler et soumettre aux débats (au niveau régional et/ou départemental)

# Annexe : Analyse comparée des résultats du diagnostic



# Pour rappel, chaque levier de la planification écologique a été évalué par les collectivités sous trois angles

## **Pertinence du levier pour la collectivité**

0 = Pas pertinent pour le territoire

1 = Pas dans le champ de compétence de la collectivité

2 = Pertinent pour la collectivité

## **L'action de la collectivité contribue-t-elle à la hauteur des enjeux ?**

1 = Plutôt non

2 = Partiellement non

3 = Partiellement oui

4 = Plutôt oui

## **L'action de l'ensemble des parties prenantes est-elle à la hauteur des enjeux ?**

1 = Plutôt non

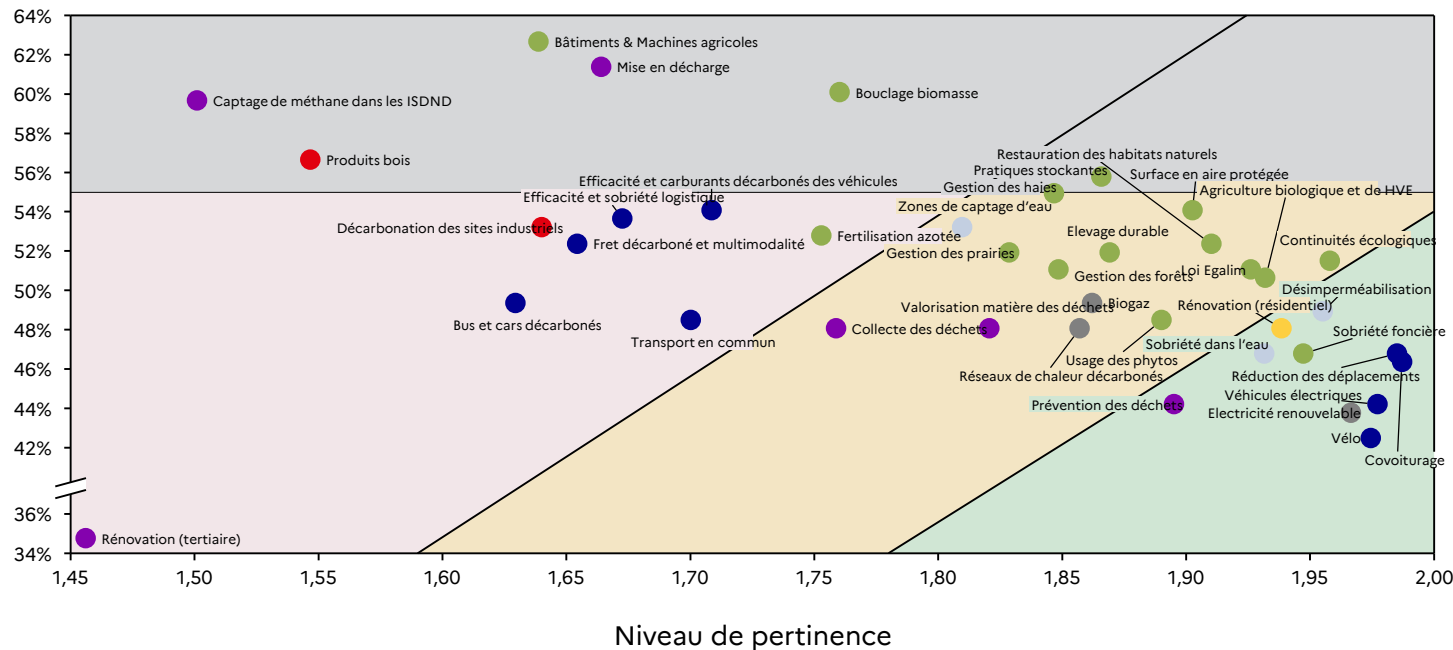
2 = Partiellement non

3 = Partiellement oui

4 = Plutôt oui

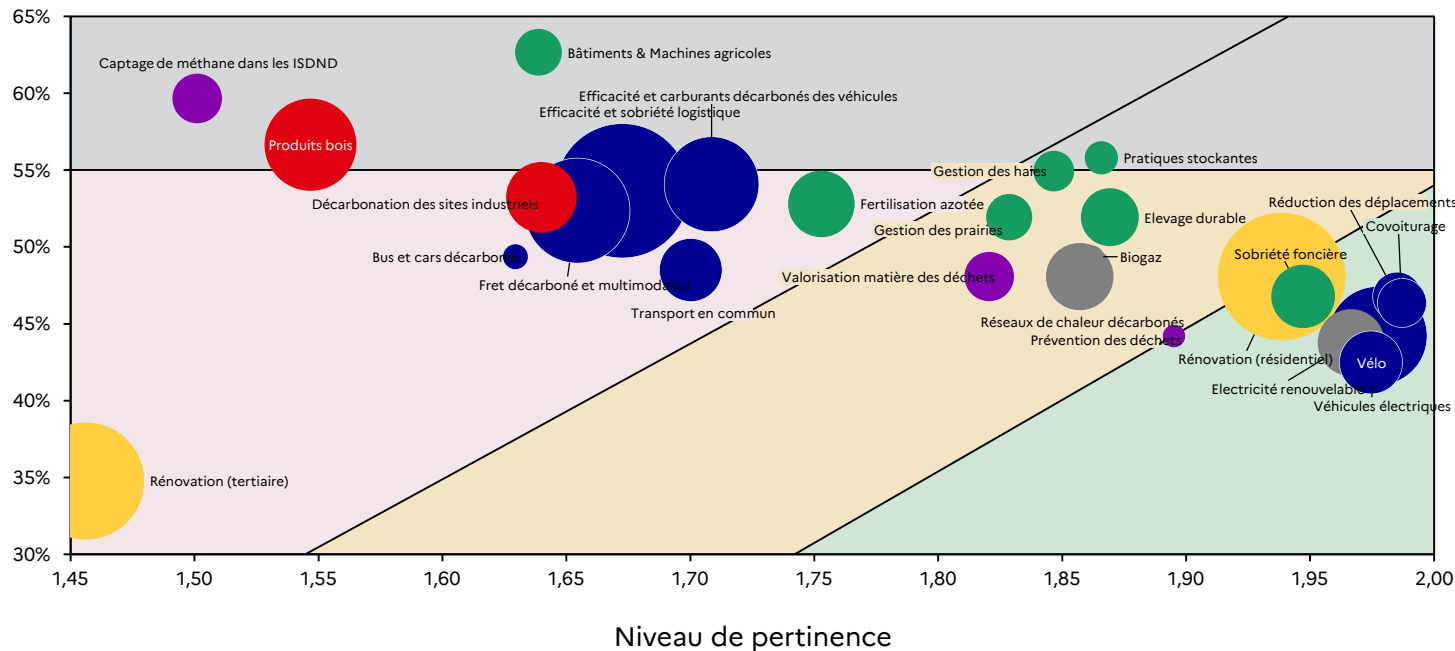
# Analyse de pertinence | Il y a une forte corrélation entre la pertinence évaluée et la capacité à répondre

% de non réponse / ne sait pas répondre



# Des leviers à plus fort impact sont soit dans la catégorie « proche de l'action » soit dans celle « loin de l'action »

% de non réponse / ne sait pas répondre

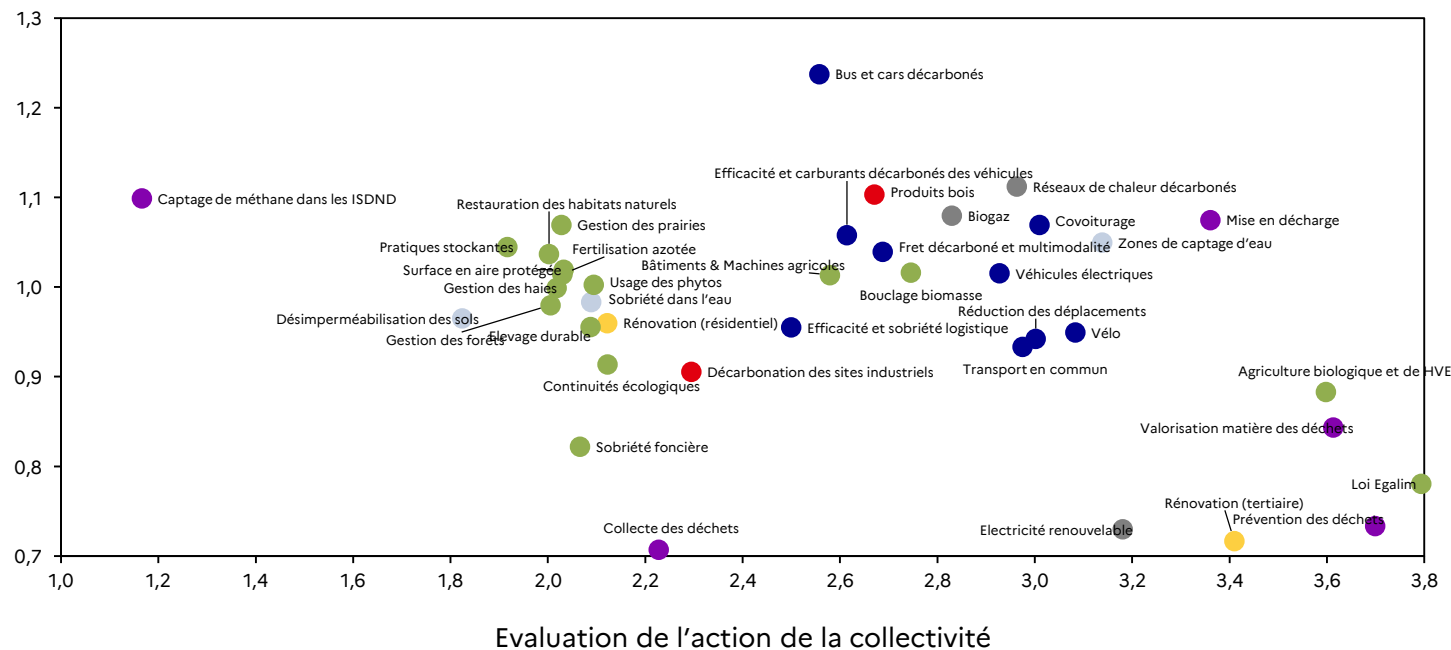


Les bulles sont proportionnelles à la taille de la case dans le panorama des leviers de décarbonation

(analyse portant uniquement sur les leviers de décarbonation)

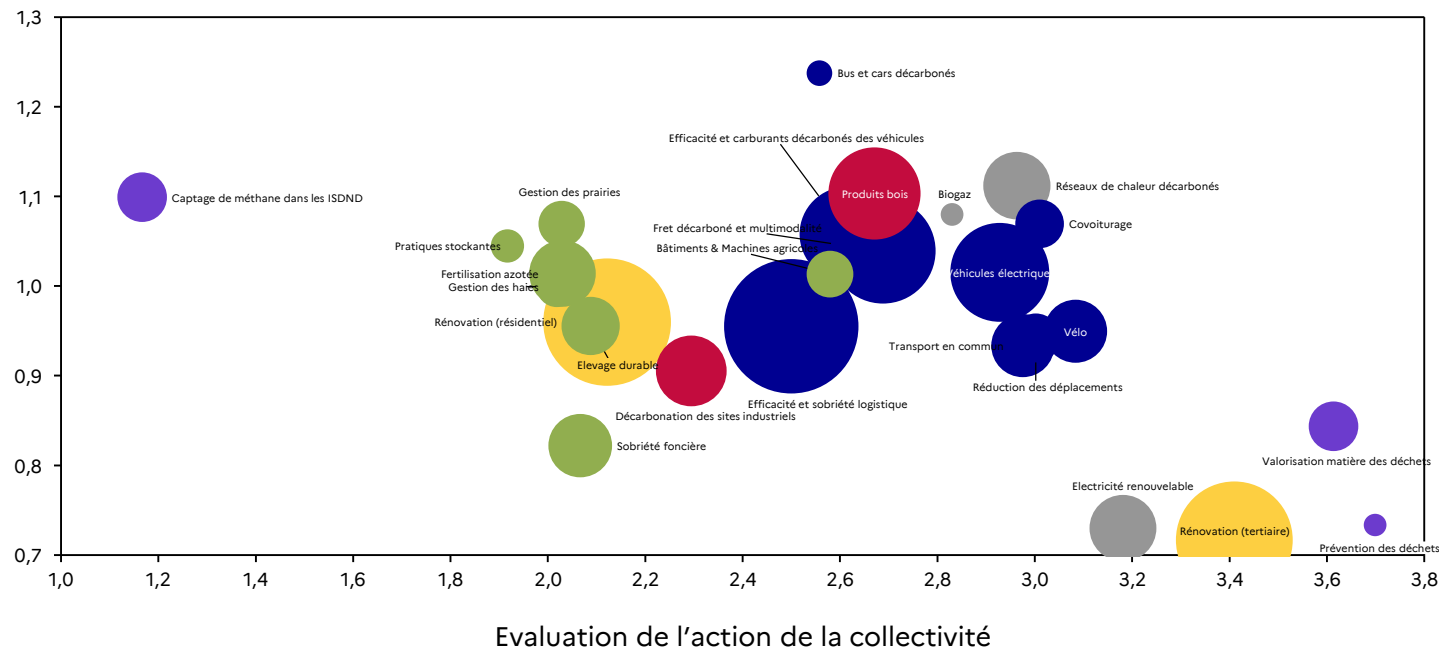
# Analyse de l'action de la collectivité | Les sujets perçus les plus positivement sont les plus consensuels

Ecart-type



# Il n'y a pas de corrélation entre les sujets à impact et le niveau de pertinence ou perception de la dynamique

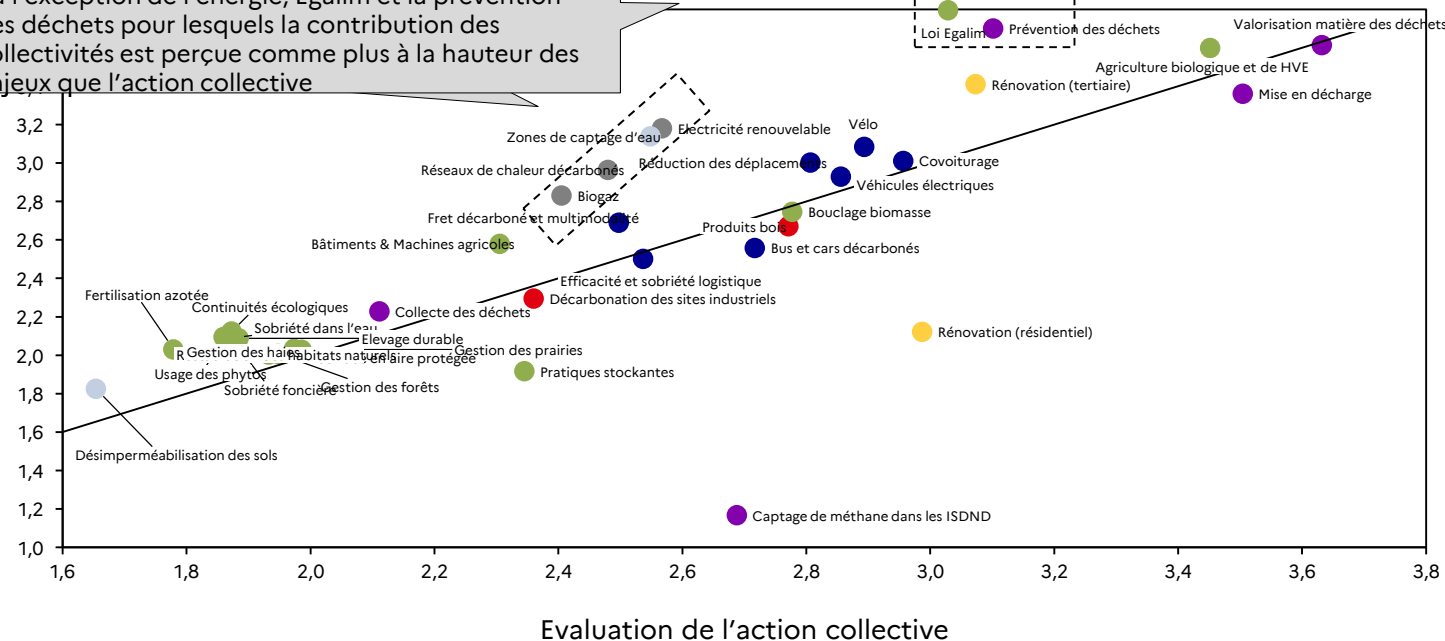
Niveau de pertinence



# Analyse de l'action collective | Il y a une très forte corrélation entre la perception de l'action de la CT et de l'action collective

Évaluation de l'action de la collectivité

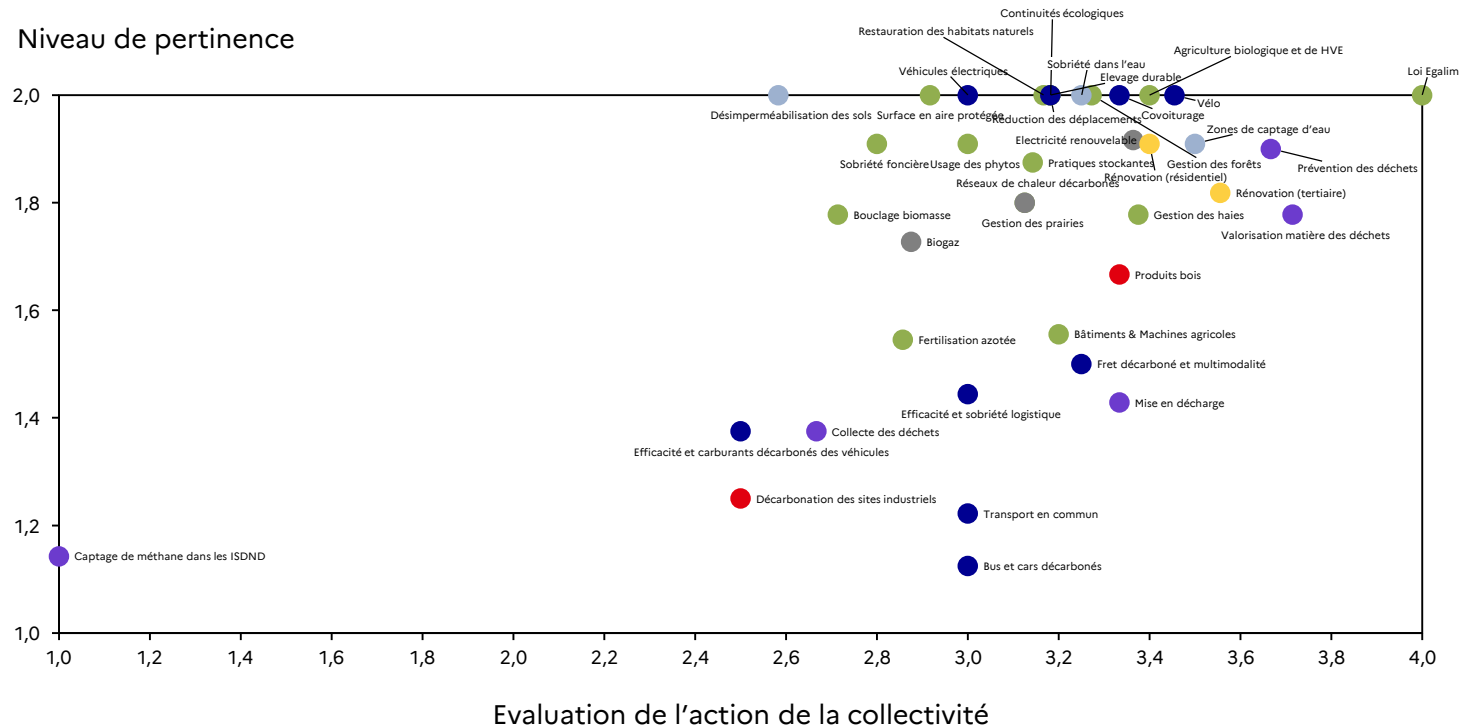
...à l'exception de l'énergie, Egalim et la prévention des déchets pour lesquels la contribution des collectivités est perçue comme plus à la hauteur des enjeux que l'action collective



# Annexe : Analyse par type de collectivité des résultats du diagnostic

# Région et départements | Réponses au diagnostic

Niveau de pertinence

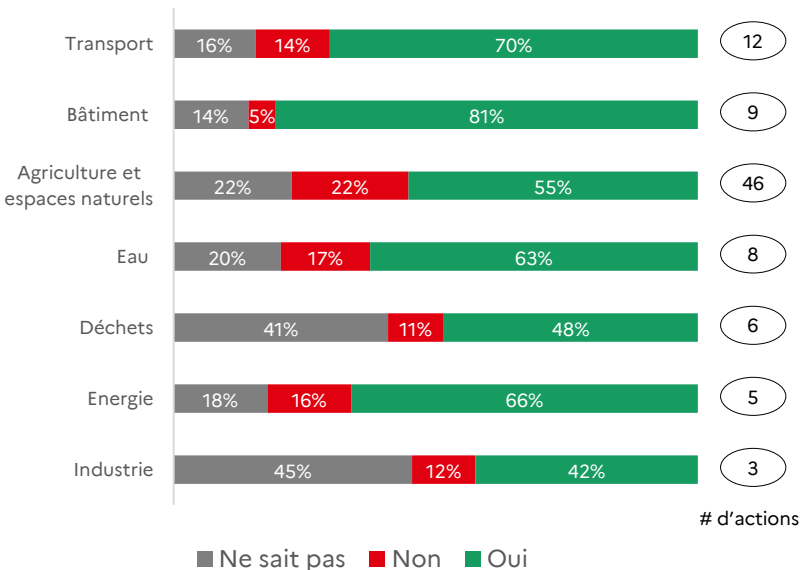




# Départements | Actions les plus mises en œuvre

## Actions mises en œuvres par les départements

(réponse à la question « L'action est-elle déjà / en cours de mise en œuvre ? »)

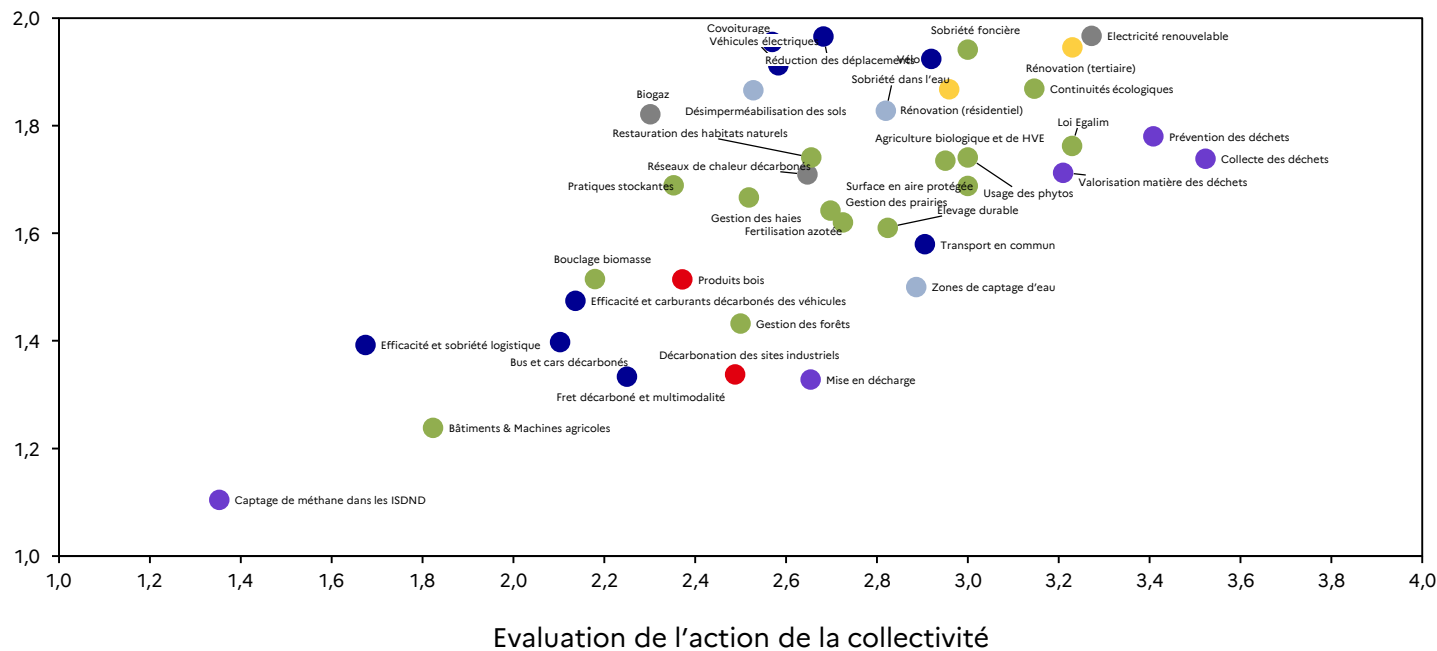


## Principales actions mises en œuvres par les départements (par ordre croissant de % de réponse oui)

- Mesures de sobriété dans le parc de bâtiments publics (température de chauffage, etc.) 100%
- Mise en application du menu végétarien hebdomadaire 100%
- Promotion de légumineuses, produits bio et issus de circuits courts dans la commande publique et la restauration collective (écoles, collèges et lycées notamment), mise en place de centrales d'achat pour favoriser les produits locaux, déploiement de Projets Alimentaires Territoriaux (PAT) 100%
- Réduction et verdissement des déplacements domicile-travail et professionnels des agents: forfaits mobilité durable, encourager le télétravail, limiter l'avion et la voiture 100%
- Respect de l'interdiction d'utilisation de produits phytopharmaceutiques pour l'entretien des espaces verts, forêts, voiries et promenades 100%
- Développement et exploitation de l'infrastructure de recharge en voirie 91%
- Electrification des flottes détenues par la collectivité 91%
- Mesures d'acculturation et de communication autour du covoiturage 91%
- Mise en place de voiries cyclables et infrastructures de stationnement pour vélos dans le cadre du schéma directeur vélo 91%
- Mise en place d'infrastructures de covoiturage (points de rencontre, lignes de covoiturage, plateforme de covoiturage...) 91%
- Rénovation du parc de bâtiments publics avec un niveau d'ambition cohérent avec le décret tertiaire 91%
- Accompagnement de la mise en œuvre des projets d'aménagement par la maîtrise d'ouvrage publique locale (ex. passes à poissons, écopoints...) 91%
- Accompagnement ou mise en œuvre des projets labélisés « solutions fondées sur la nature » (restauration des zones humides, renaturation, restauration des cours d'eau) 91%
- Construction de nouveaux bâtiments exemplaires cohérent avec les objectifs d'écoconception et de sobriété foncière 91%
- Financement des opérations de restauration des continuités écologiques 82%
- Identification des zones à potentiel de restauration (ex. état des lieux de la biodiversité, évolution urbanistique, gain écologique potentiel du terrain...) 82%
- Mise en place d'opérations d'aménagement en recyclage urbain : recyclage des friches, requalification des quartiers dégradés, revitalisation des petites et moyennes centralités... 82%
- S'appuyer sur les projets territoriaux (zones à enjeux eau, projets alimentaires territoriaux, parcs naturels régionaux, GIEE, Natura 2000...) pour encourager les engagements dans la production de viandes et de fromages locaux et issus d'animaux nourris à l'herbe 82%
- Soutien des pratiques sobres en eau pour l'ensemble des usagers dans les instances liées à l'eau et dans les politiques publiques propres 82%
- Soutien et accompagnement des filières EnR 82%
- Aides à la rénovation du parc privé complémentaires aux aides nationales / dispositif MaPrimeRénov 82%
- Appui aux projets territoriaux (zones à enjeux eau, projets alimentaires territoriaux, parcs naturels régionaux, GIEE...) pour encourager les engagements dans la production en Agriculture Biologique (AB) ou Haute Valeur Environnementale (HVE) 82%
- Identification des priorités de production du territoire afin de soutenir un développement équilibré entre l'offre et la demande 82%
- Mesures de communication et de sensibilisation à la réduction des déchets (lutte contre les imprimés publicitaires, le gaspillage alimentaire...) 82%
- Aide financière à la gestion d'aires protégées 73%
- Déploiement du concept de "forêt mosaïque" visant à diversifier les essences et les modes de sylviculture 73%
- Actions d'efficacité énergétique et de sobriété pour l'éclairage public 73%
- Conservation d'arbres morts et d'arbres à cavités pour le maintien de la biodiversité forestière 73%

# EPCI | Réponses au diagnostic

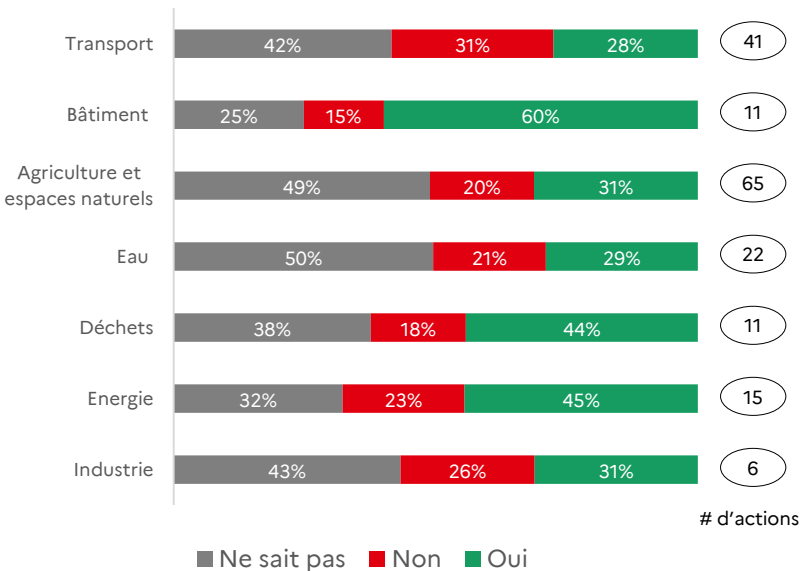
Niveau de pertinence



# EPCI | Actions les plus mises en œuvre

## Actions mises en œuvres par les EPCI

(réponse à la question « L'action est-elle déjà / en cours de mise en œuvre ? »)

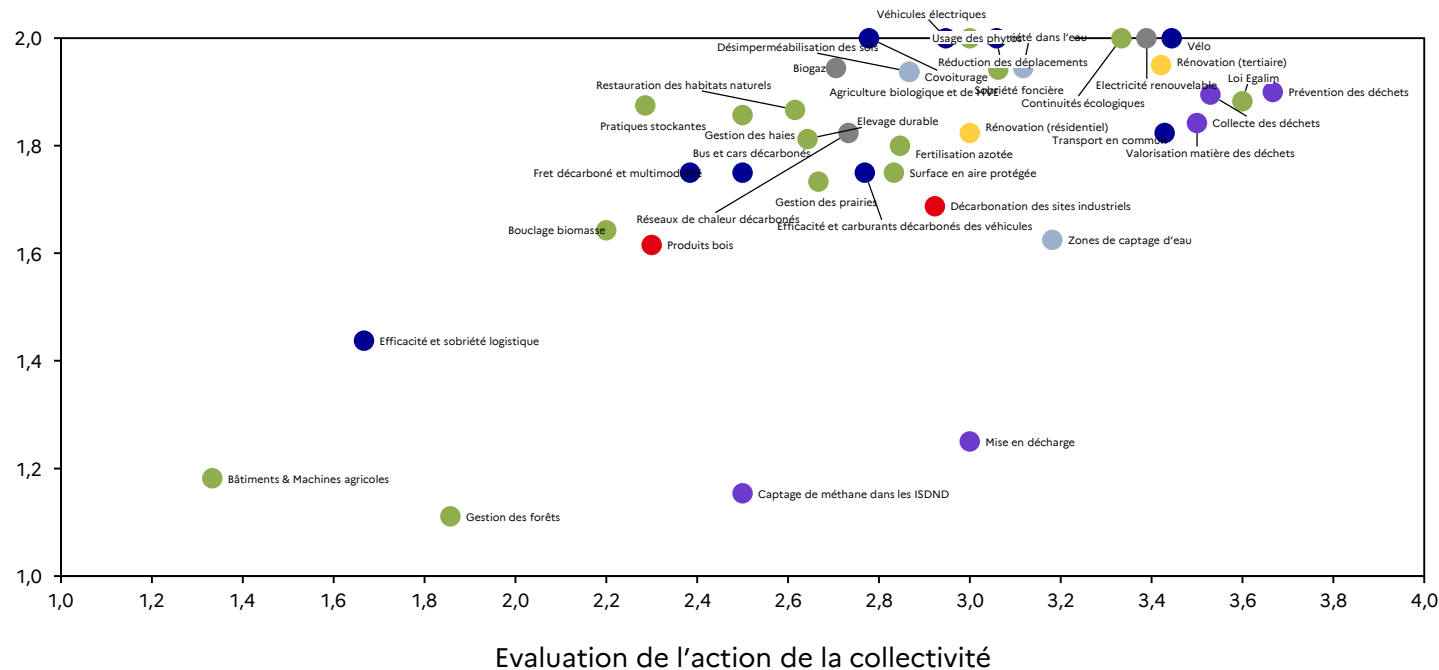


## Principales actions mises en œuvres par les EPCI (par ordre croissant de % de réponse oui)

- Actions d'efficacité énergétique et de sobriété pour l'éclairage public 84%
- Mesures de sobriété dans le parc de bâtiments publics (température de chauffage, etc.) 84%
- Définition de zones d'accélération et remontée au référent préfectoral (mesures de la loi pour l'accélération de la production d'énergies renouvelables (AER), ... ) 81%
- Amélioration de la collecte et du tri : tri à la source et collecte sélective, distribution de composteurs et lombricomposteurs, adaptation des centres de tri 80%
- Rénovation du parc de bâtiments publics avec un niveau d'ambition cohérent avec le décret tertiaire 75%
- Introduction des enjeux de la Trame Verte et Bleue dans les documents d'urbanismes ScoT, PLU, PLUI 75%
- Mesures de communication et de sensibilisation à la réduction des déchets (lutte contre les imprimés publicitaires, le gaspillage alimentaire...) 75%
- Mesures de communication et sensibilisation aux dispositifs d'aide et aux enjeux de la rénovation 73%
- Réduction et verdissement des déplacements domicile-travail et professionnels des agents: forfaits mobilité durable, encourager le télétravail, limiter l'avion et la voiture 73%
- Mise en place d'opérations d'aménagement en recyclage urbain : recyclage des friches, requalification des quartiers dégradés, revitalisation des petites et moyennes centralités... 69%
- Mesures de communication et mobilisation autour des Énergies Renouvelables 68%
- Régulation des constructions de surfaces bâties via les PLH / PLU : optimisation de l'usage du foncier, promotion de la densité, limitation de la construction de nouveaux bâtiments, incitations à la réhabilitation / reconversion, promotion d'habitats collectifs... 67%
- Electrification des flottes détenues par la collectivité 66%
- Construction de nouveaux bâtiments exemplaires cohérents avec les objectifs d'écoconception et de sobriété foncière 65%
- Aides à la rénovation du parc privé complémentaires aux aides nationales / dispositif MaPrimeRénov 64%
- Mise en place de voiries cyclables et infrastructures de stationnement pour vélos dans le cadre du schéma directeur vélo 64%
- Intégration des enjeux de rénovation énergétique dans les Opérations programmées d'amélioration de l'habitat - OPAH 61%
- Promotion de légumineuses, produits bio et issus de circuits courts dans la commande publique et la restauration collective (écoles, collèges et lycées notamment), mise en place de centrales d'achat pour favoriser les produits locaux, déploiement de Projets Alimentaires Territoriaux (PAT) 61%
- Structuration de la communication, de l'accompagnement et du conseil à la rénovation, notamment via l'ouverture d'un espace France Renov 61%
- Développement de nouvelles offres de transport 60%
- Identification et hiérarchisation des continuités écologiques et des points noirs 59%
- Conduite des opérations de végétalisation en ville : cours d'école, lutte contre les îlots de chaleur urbains, toute action favorable à la « nature en ville » 58%
- Mesures d'acculturation et de communication autour de la pratique du vélo 57%
- Développement et exploitation de l'infrastructure de recharge en voirie 57%
- Respect de l'interdiction d'utilisation de produits phytopharmaceutiques pour l'entretien des espaces verts, forêts, voiries et promenades 57%
- Mise en place d'infrastructures de covoiturage (points de rencontre, lignes de covoiturage, plateforme de covoiturage...) 55%
- Soutien et accompagnement des filières EnR 55%
- Favorisation du confort et de la sécurité des cheminements piétons 54%

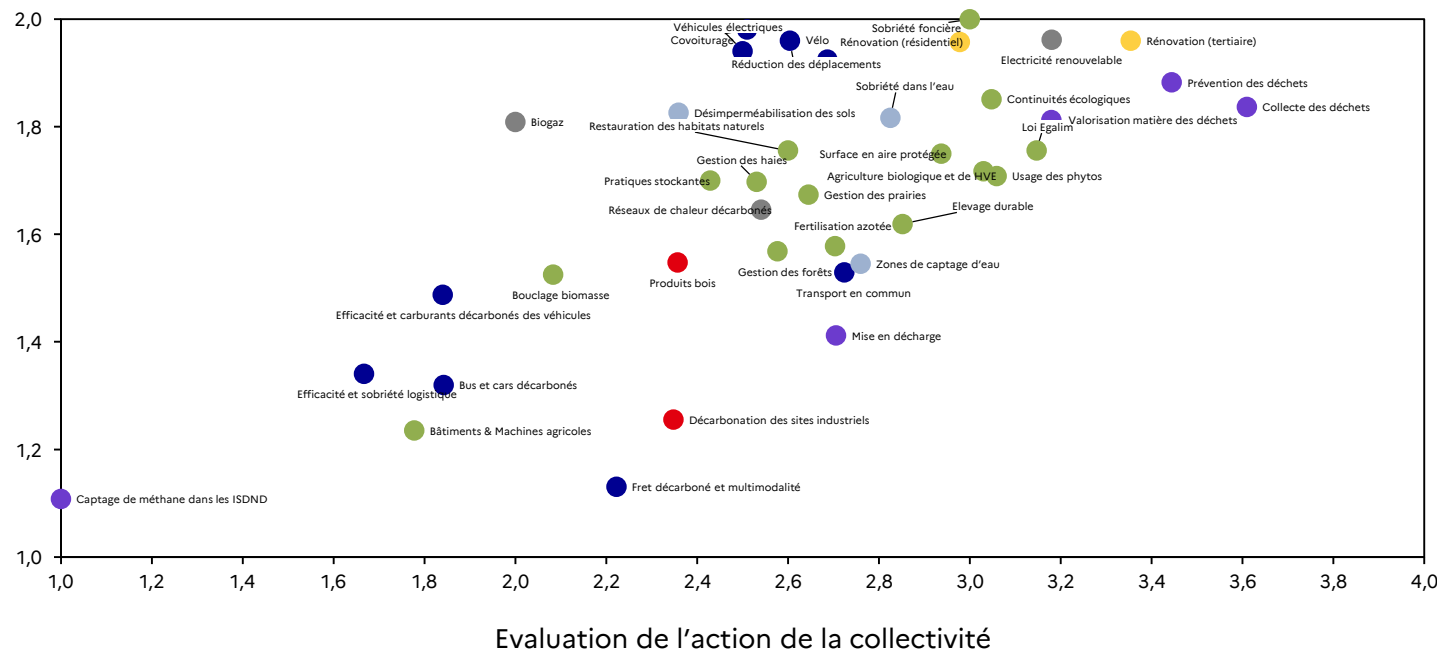
# EPCIs intermédiaires| Réponses au diagnostic

Niveau de pertinence



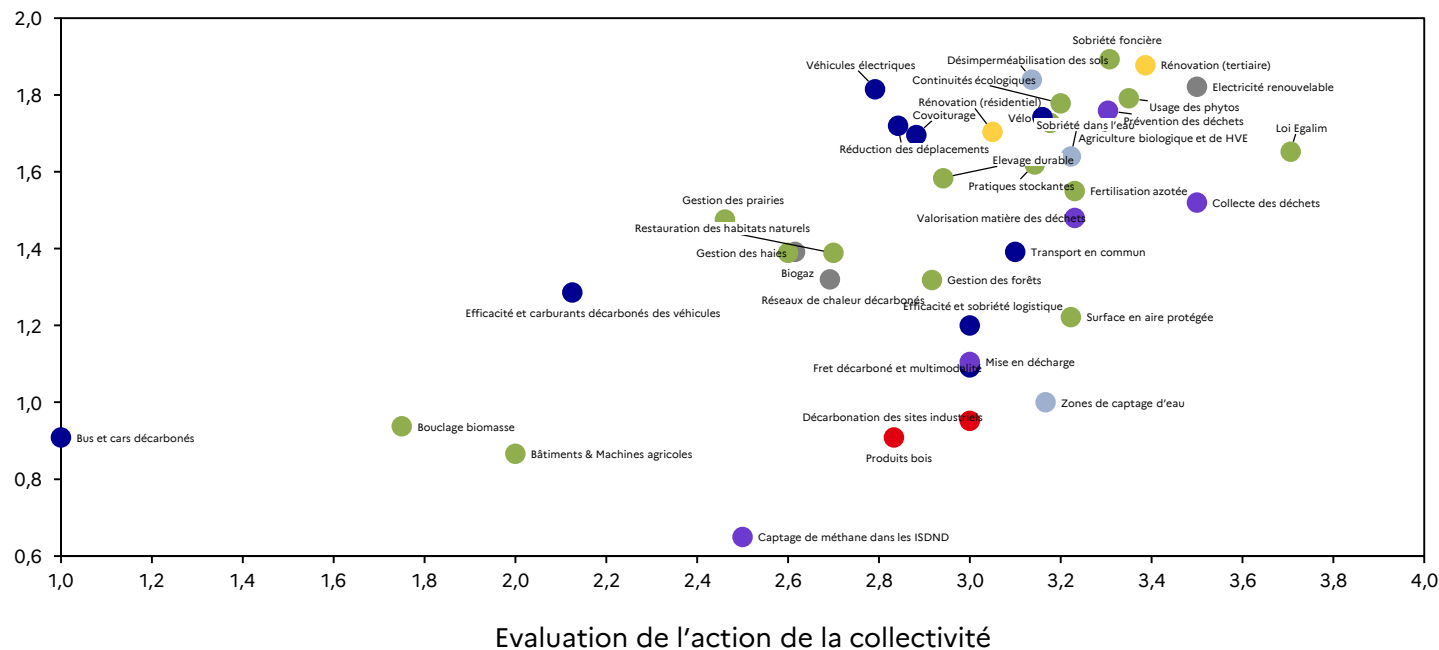
# EPCIs ruraux | Réponses au diagnostic

Niveau de pertinence



# Communes | Réponses au diagnostic

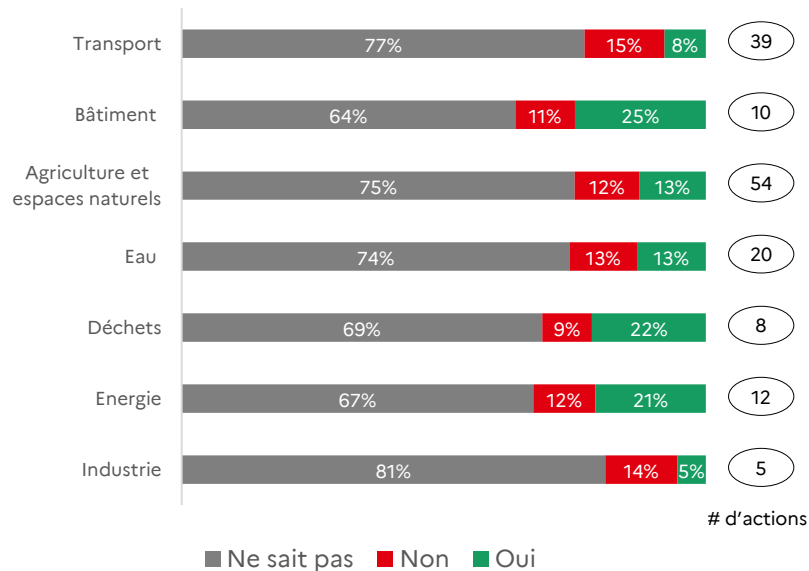
Niveau de pertinence



# Communes | Actions les plus mises en œuvre

## Actions mises en œuvres par les communes

(réponse à la question « L'action est-elle déjà / en cours de mise en œuvre ? »)

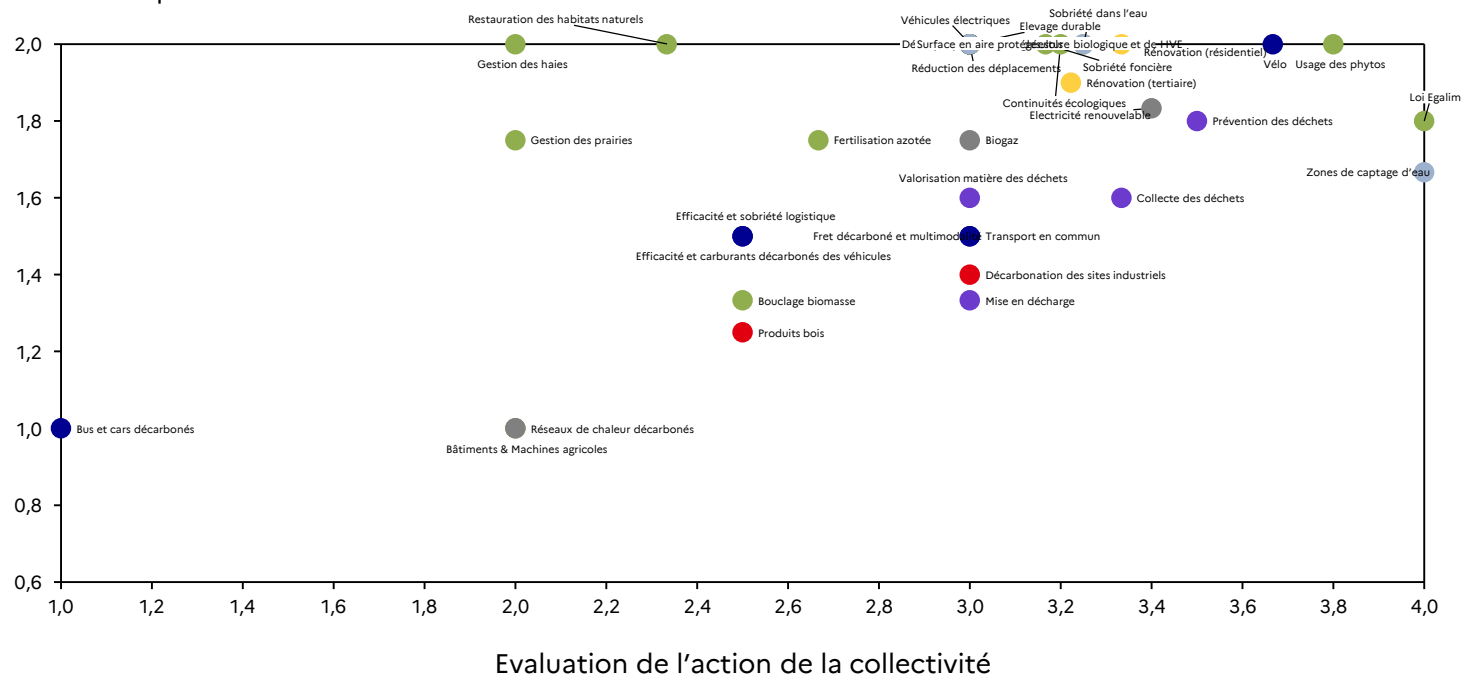


## Principales actions mises en œuvres par les communes (par ordre croissant de % de réponse oui)

- Actions d'efficacité énergétique et de sobriété pour l'éclairage public 69%
- Mesures de sobriété dans le parc de bâtiments publics (température de chauffage, consommations de gaz et électricité, etc.) 60%
- Rénovation du parc de bâtiments publics avec un niveau d'ambition cohérent avec le décret tertiaire 59%
- Lutte contre les dépôts sauvages : collectes et contrôles 49%
- Respect de l'interdiction d'utilisation de produits phytopharmaceutiques pour l'entretien des espaces verts, forêts, voiries et promenades 49%
- Amélioration de la collecte et du tri : tri à la source et collecte sélective, distribution de composteurs et lombricomposteurs, adaptation des centres de tri 48%
- Définition de zones d'accélération et remontée au référent préfectoral (mesures de la loi pour l'accélération de la production d'énergies renouvelables (AER), ... ) 44%
- Respect de la réglementation sur l'éclairage 42%
- Conduite des opérations de végétalisation en ville : cours d'école, lutte contre les îlots de chaleur urbains, toute action favorable à la « nature en ville » 41%
- Mise en œuvre d'une gestion optimisée et raisonnée des flux dans les bâtiments publics et autres usages (arrosage des espaces verts...) 35%
- Respect de la réglementation et de la sensibilisation du grand public pour limiter les départs de feu 34%
- Introduction des enjeux de la Trame Verte et Bleue dans les documents d'urbanismes ScoT, PLU, PLUI 33%
- Favorisation du confort et de la sécurité des cheminements piétons 31%
- Mise en application du menu végétarien hebdomadaire, introduit par la loi EGALIM de 2018, visant à protéger la rémunération des agriculteurs, et entériné par la loi Climat et résilience, dans les cantines scolaires, publiques et privées 31%
- Mise en place de voiries cyclables et infrastructures de stationnement pour vélos dans le cadre du schéma directeur vélo 31%
- Information et sensibilisation du grand public vers des pratiques plus sobres en eau 29%
- Régulation des constructions de surfaces bâties via les PLH / PLU : optimisation de l'usage du foncier, promotion de la densité, limitation de la construction de nouveaux bâtiments, incitations à la réhabilitation / reconversion, promotion d'habitats collectifs... 28%
- Construction de nouveaux bâtiments exemplaires cohérents avec les objectifs d'écoconception et de sobriété foncière 27%
- Mesures de communication et sensibilisation aux dispositifs d'aide et aux enjeux de la rénovation 25%
- Création et animation d'ateliers d'éducation à l'alimentation biologique dans les écoles (ex. ateliers cuisine, des espaces potagers, etc.) 24%
- Maintien de la vocation agricole du foncier (ZAP, PAENP, Espace Naturel Sensible), notamment dans le plan régional de l'agriculture durable (PRAD) 24%
- Mise en place des mesures de suivi des prélèvements (compteurs avec télétransmission...) 24%
- Promotion de légumineuses, produits bio et issus de circuits courts dans la commande publique et la restauration collective (écoles, collèges et lycées notamment), mise en place de centrales d'achat pour favoriser les produits locaux, déploiement de Projets Alimentaires Territoriaux (PAT) 24%
- Rénovation du parc immobilier résidentiel détenu par la collectivité 24%
- Mise en place d'infrastructures de covoiturage (points de rencontre, lignes de covoiturage, plateforme de covoiturage...) 23%
- Mise en place et suivi d'un plan d'actions de réduction de fuites 23%
- Développement et exploitation de l'infrastructure de recharge en voirie 21%
- Lutte contre la vacance des logements avec les instruments d'aménagement à la main des collectivités 21%

# Communes intermédiaires<sup>1</sup> | Réponses au diagnostic

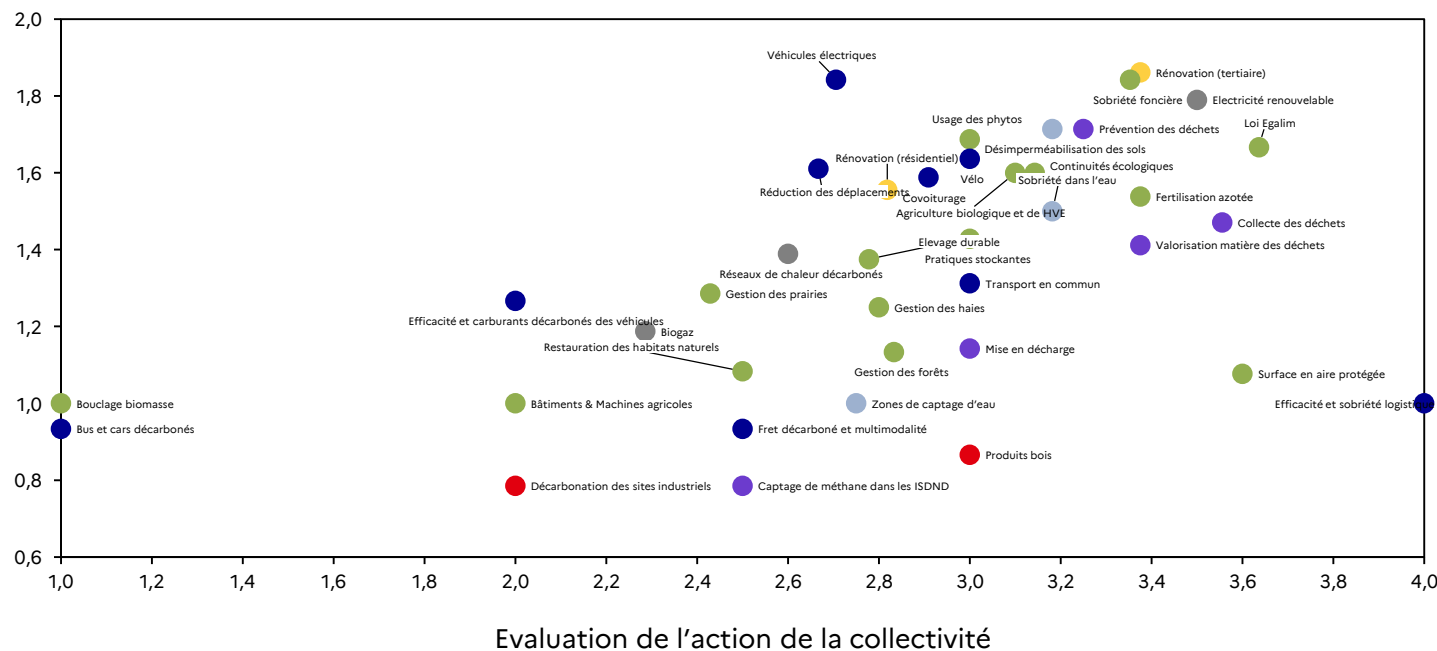
Niveau de pertinence





## Communes rurales<sup>1</sup> | Réponses au diagnostic

### Niveau de pertinence



# Annexe : Analyse par leviers

# Nous avons analysé les retours de 12 leviers

## Transport de voyageurs

- **Véhicules électriques**
- Bus et cars décarbonés
- Réduction du besoin de déplacements
- Covoiturage
- **Vélo**
- **Transport en commun**
- Efficacité et carburants décarbonés des véhicules privés

## Transport de marchandises

- **Fret décarboné et multimodalité**
- Efficacité et sobriété logistique

## Bâtiments

- **Rénovation dans le tertiaire**
- Rénovation dans le résidentiel

## Energie

- **Electricité renouvelable**
- Biogaz
- Réseaux de chaleur décarbonés

## Industrie

- **Décarbonation des sites industriels**
- Produits bois

## Agriculture et alimentation

- Changements de pratiques de fertilisation azotée
- Elevage durable
- Bâtiments & Machines agricoles
- Gestion des haies
- Gestion des prairies
- Pratiques stockantes
- Réduction de l'usage des produits phytosanitaires
- Agriculture biologique et de HVE
- Bouclage biomasse
- **Loi Egalim / Climat et Résilience**

## Espaces naturels

- Sobriété foncière
- **Gestion des puits forestiers**
- Forêts sous gestion durable
- **Points noirs prioritaires de continuité écologique**
- Surface en aire protégée
- Restauration des habitats naturels

## Eau

- **Sobriété dans l'utilisation de la ressource en eau**
- Protection des zones de captage d'eau
- Désimperméabilisation des sols

## Déchets

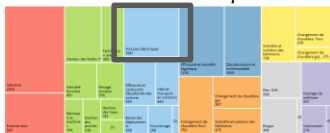
- Captage de méthane dans les ISDND
- **Valorisation matière des déchets**
- Prévention des déchets
- Mise en décharge
- Taux de collecte

Transport de voyageurs

# Levier : Véhicules électriques (véhicules particuliers) Synthèse du diagnostic

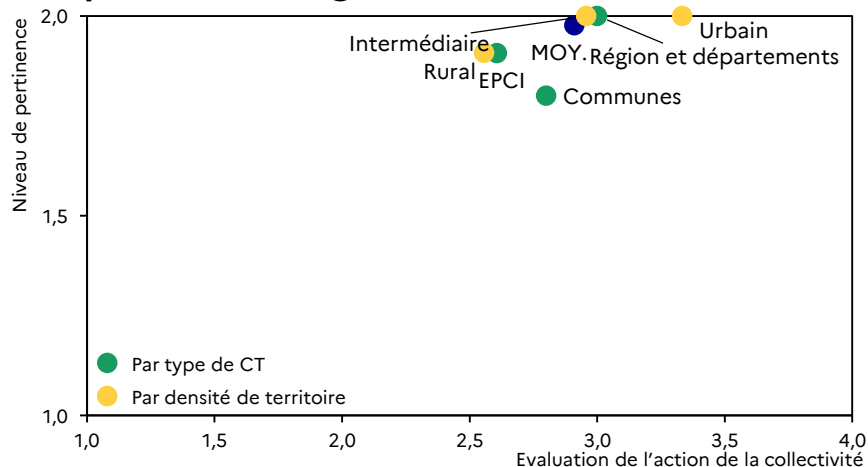
**A propos  
du levier  
(appel)**

Positionnement sur le panorama



- Le levier porte sur l'électrification du parc de véhicules particuliers (ambition nationale de 15 % de véhicules électriques en 2030), en remplaçant progressivement les véhicules les plus anciens
- Pour l'Occitanie, cela représente 518 milliers de véhicules en 2030, contre 9 milliers en 2019 et 38 milliers en 2022<sup>1</sup>

## Réponses au diagnostic



## Principaux messages

- L'action territoriale est vue comme **très importante** pour l'électrification des véhicules, et **partiellement à la hauteur** des enjeux
- ...avec des **différences notables entre territoires** plutôt urbains (ex. Haute Garonne), plus optimistes que les ruraux (ex. Gers)
- En termes d'actions :
  - Sur les bornes, le bloc communal perçoit l'action locale comme peu mise en œuvre, tandis que les départements sont plus optimistes
  - La région est active sur les aides à l'acquisition et les mesures d'accompagnement
  - Départements et EPCI sont actifs sur les flottes propres
  - Des ZFE sont mises en place ou en cours dans les principales métropoles
  - Le reste des actions possibles sont peu mises en œuvre

Transport de  
voyageurs

# Levier : Véhicules électriques (véhicules particuliers)

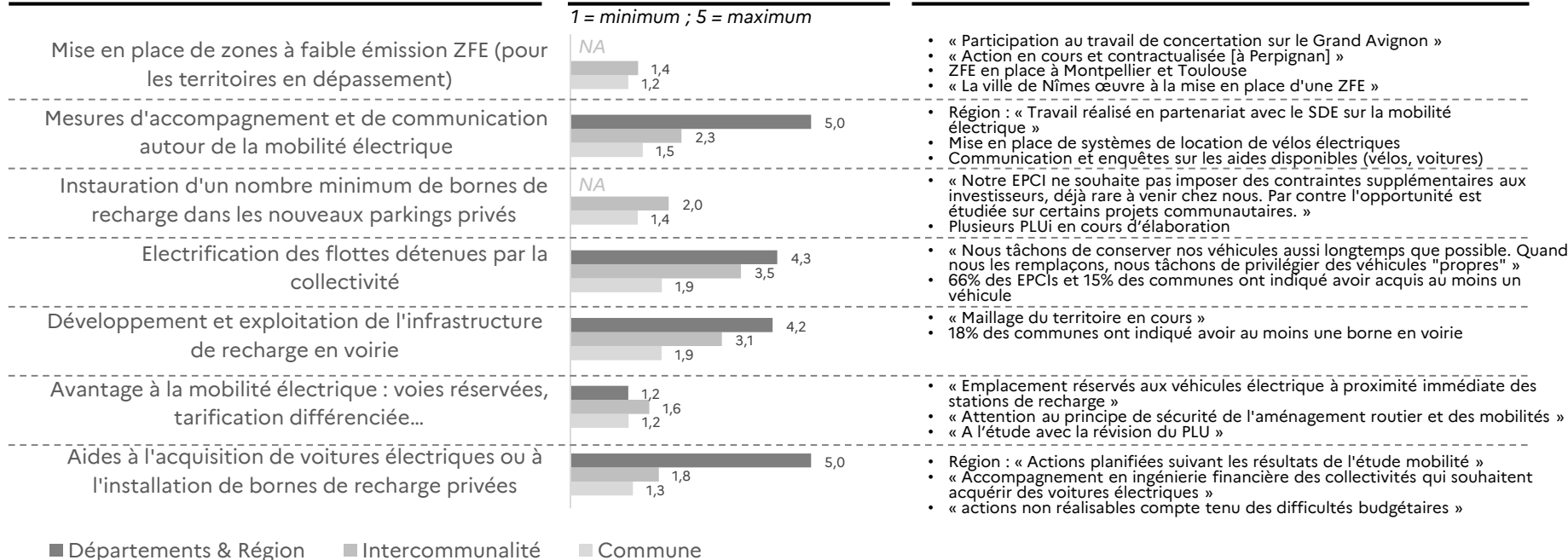
## Synthèse des actions déjà / en cours de mise en œuvre

### Liste des actions

### Niveau de mise en œuvre<sup>1</sup>

1 = minimum ; 5 = maximum

### Citations issues des collectivités (extraits)



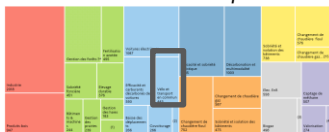
Transport de voyageurs

# Levier : Report modal - Vélo

## Synthèse du diagnostic

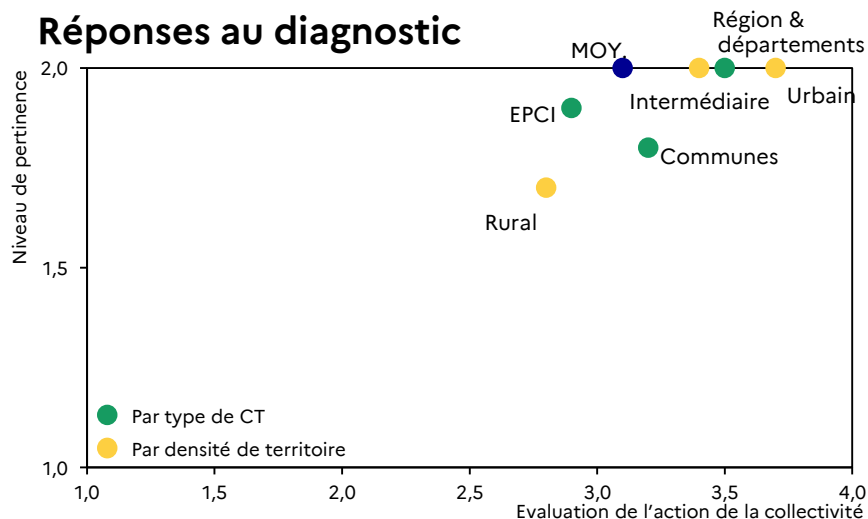
**A propos du levier (appel)**

Positionnement sur le panorama



- Le levier porte sur le développement du vélo (ambition nationale : tripler son usage quotidien)
- Pour l'Occitanie, le report modal représente 1 000km annuels par voiture évités<sup>1</sup> dont 25% est dû à l'usage du vélo

## Réponses au diagnostic



## Principaux messages

- Le levier est estimé **très pertinent et plutôt bien mis en œuvre par les régions et départements, et plus les territoires sont urbains. A l'inverse, les territoires ruraux sont plus négatifs**
- En termes d'actions :
  - Sur les services de prêt ou de locations de vélos, les intercommunalités sont fortement mobilisées
  - **Les voies cyclables se développent** dans la plupart des départements et des EPCI
  - L'aide à l'achat, mis en œuvre surtout au niveau régional commence à se développer au sein des EPCI
  - Les communes renvoient beaucoup le portage des actions aux EPCI

Transport de  
voyageurs

# Levier : Report modal - Vélo

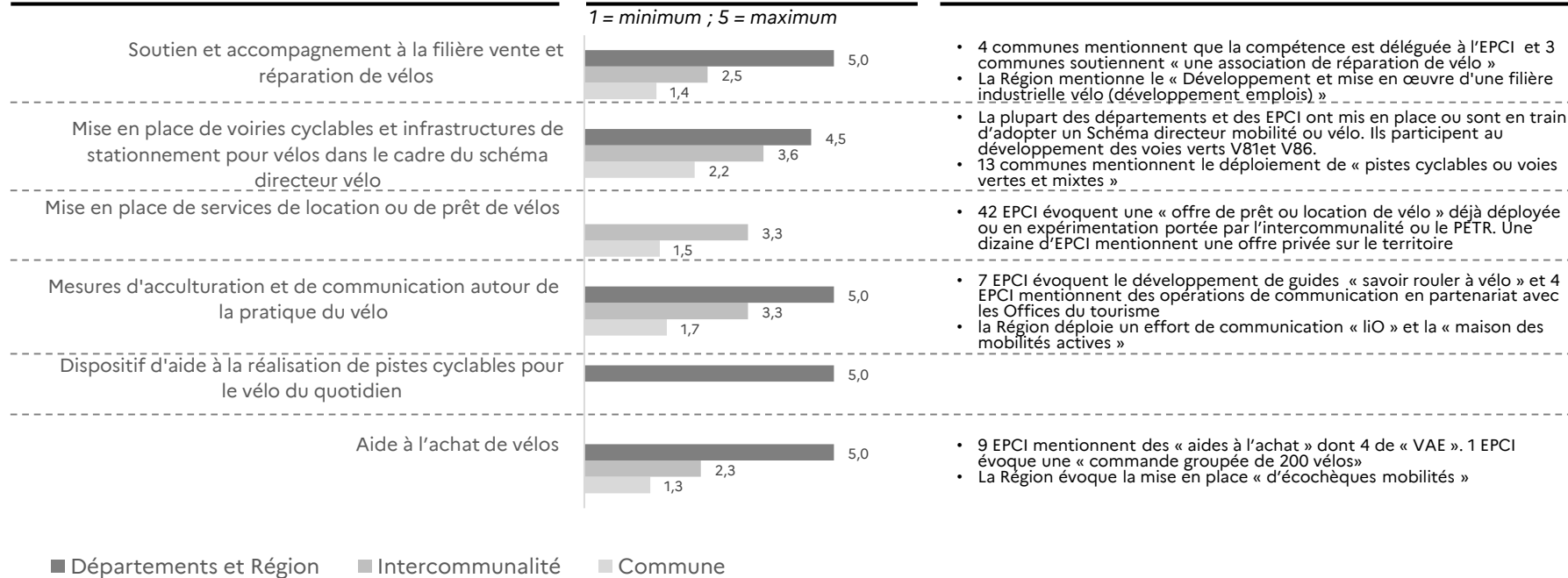
## Synthèse des actions déjà / en cours de mise en œuvre

### Liste des actions

### Niveau de mise en œuvre<sup>1</sup>

1 = minimum ; 5 = maximum

### Citations issues des collectivités (extraits)



- 4 communes mentionnent que la compétence est déléguée à l'EPCI et 3 communes soutiennent « une association de réparation de vélo »
- La Région mentionne le « Développement et mise en œuvre d'une filière industrielle vélo (développement emplois) »
- La plupart des départements et des EPCI ont mis en place ou sont en train d'adopter un Schéma directeur mobilité ou vélo. Ils participent au développement des voies verts V81et V86.
- 13 communes mentionnent le déploiement de « pistes cyclables ou voies vertes et mixtes »
- 42 EPCI évoquent une « offre de prêt ou location de vélo » déjà déployée ou en expérimentation portée par l'intercommunalité ou le PÉTR. Une dizaine d'EPCI mentionnent une offre privée sur le territoire
- 7 EPCI évoquent le développement de guides « savoir rouler à vélo » et 4 EPCI mentionnent des opérations de communication en partenariat avec les Offices du tourisme
- la Région déploie un effort de communication « liO » et la « maison des mobilités actives »
- 9 EPCI mentionnent des « aides à l'achat » dont 4 de « VAE ». 1 EPCI évoque une « commande groupée de 200 vélos »
- La Région évoque la mise en place « d'écochèques mobilités »

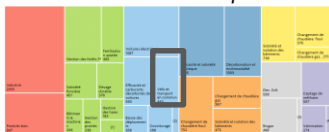
Transport de voyageurs

# Levier : Report modal – Transport en commun

## Synthèse du diagnostic

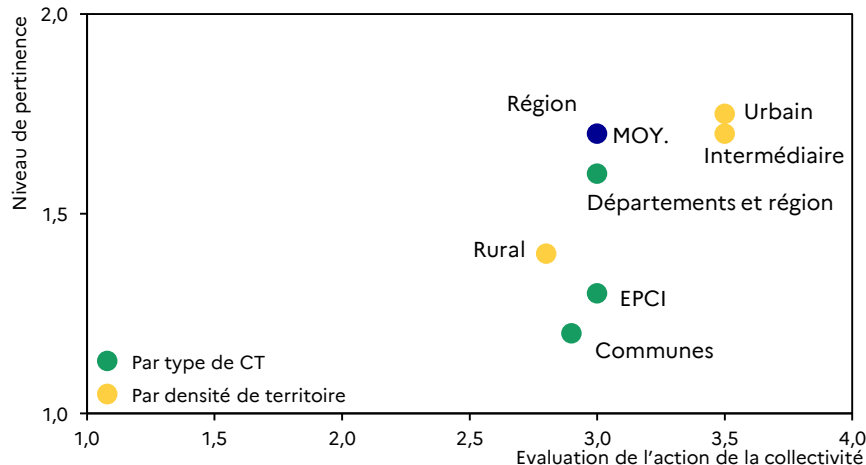
A propos  
du levier  
(appel)

Positionnement sur le panorama



- Le levier porte sur le recours et le développement des transports en commun (ambition nationale : une hausse du trafic de 2,2% par an entre 2019 et 2030 contre 1,8% entre 2016 et 2019)
- Pour l'Occitanie, le report modal représente 1 000km annuels par voiture évités<sup>1</sup> dont 75% est dû à l'usage des transport en commun

## Réponses au diagnostic



## Principaux messages

- Hormis la région, les collectivités considèrent peu pertinentes sur cette thématique
- La perception de mise en œuvre est plus positive dans les territoires urbains et intermédiaires que ruraux
- En termes d'actions :
  - Sur la tarification de nombreuses avancées sont présentes sur le territoire avec une **gratuité partielle ou totale dans la majorité du territoire**
  - Sur les nouvelles offres de transport, les territoires ruraux misent sur l'autopartage et le **covoiturage** tandis que les EPCI intermédiaires étendent les lignes existantes et approfondissent le maillage territorial
  - Sur l'intermodalité, 1 EPCI sur 5 a déployé ou déploie un PEM, accompagné au niveau régional



Transport de  
voyageurs

# Levier : Report modal – Transport en commun

## Synthèse des actions déjà / en cours de mise en œuvre

### Liste des actions

### Niveau de mise en œuvre<sup>1</sup>

### Citations issues des collectivités (extraits)

1 = minimum ; 5 = maximum

Tarification du transport en commun		<ul style="list-style-type: none"> <li>Gratuité totale dans 3 EPCI, gratuité scolaire et/ou senior dans 10% des EPCI et gratuité pour les 12-26 ans au niveau régional</li> </ul>
Mesures d'acculturation et de communication autour des transports en commun		<ul style="list-style-type: none"> <li>2 EPCI ont mis en place des programmes de sensibilisation. La plupart des communes et EPCI communiquent sur l'offre présente (action parfois incluse dans le Scot et le PCAET)</li> <li>La Région déploie sa « communication IiO sur les transports collectifs »</li> </ul>
Investir dans les infrastructures qui permettent de réussir la transition écologique (intermodalité,...)		<ul style="list-style-type: none"> <li>Un département : « 2024: participation financière du Département au projet de la ligne TGV portée par GPSO »</li> </ul>
Dispositif d'accompagnement à l'ingénierie de solutions de mobilité (Transports collectifs, mobilités actives,...)		
Développement de nouvelles offres de transport		<ul style="list-style-type: none"> <li>Les EPCI et communes rurales étudient « l'autopartage » et le « covoiturage » tandis que les EPCI intermédiaires et péri-urbains mentionnent une « extension de lignes » et « un « développement du maillage » en cours d'étude</li> <li>« Développement des services de transport d'intérêt local (convention de délégation aux EPCI) » et « Incitation tarifaire régionale au covoiturage »</li> </ul>
Développement de lignes régionales et RER métropolitains		<ul style="list-style-type: none"> <li>« Développement d'offre en lien avec les SERM de Montpellier et Toulouse (autocar et train). »</li> </ul>
Aménagement des quartiers de gare pour favoriser l'intermodalité et nouveaux services voyageurs...		<ul style="list-style-type: none"> <li>3 communes et 21% des intercommunalités répondantes mentionnent le déploiement de Pôles d'Echanges Multimodaux (PEM) .</li> <li>« Dispositif régional d'accompagnement aux études et aux travaux pour la réalisation de PEM à l'initiative des territoire »</li> </ul>

■ Départements et Région ■ Intercommunalité ■ Commune

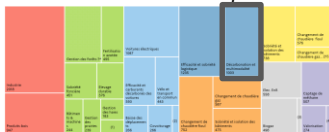
Transport de  
marchandises

# Levier : Fret décarboné et multimodalité

## Enjeux, cible nationale et approche de territorialisation

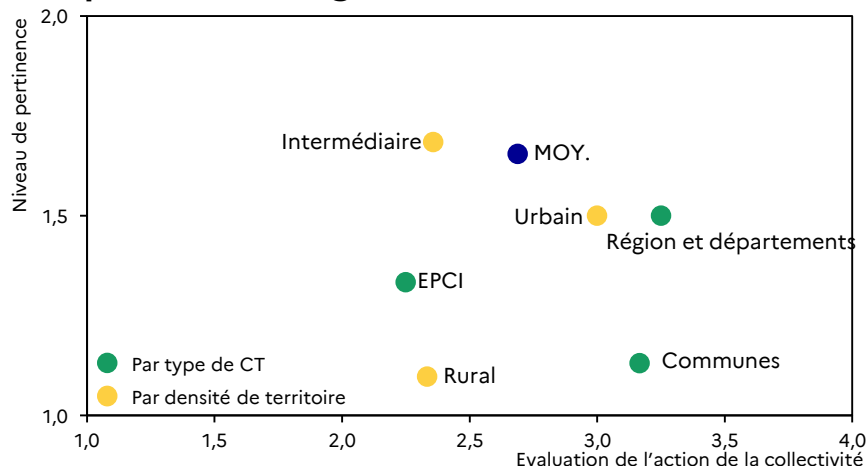
**A propos  
du levier  
(appel)**

Positionnement sur le panorama



- Le levier porte sur la décarbonation du fret routier (électrification des véhicules, usage de biocarburants ou hydrogène) ainsi que sur le report modal (développement du fret ferroviaire et fluvial)
- Pour l'Occitanie, cela représente en 2030 une baisse annuelle par rapport à 2019 de 1 544 mégatonnes-kilomètres de transport routier de marchandises

## Réponses au diagnostic



## Principaux messages

- La perception de ce levier fait l'objet d'un **très fort dissensus dans les territoires** (entre départements, entre types de collectivités, entre types de territoires). Le nord de la région considère ce levier comme moins pertinent, ce qui correspond notamment à une plus faible présence des axes autoroutiers comparée à l'est et à l'ouest de la région
- L'optimisme est lui aussi très variable. Les collectivités de trois départements sont plutôt optimistes en ce qui concerne leur action, et seulement deux le sont en ce qui concerne l'action collective
- En termes d'actions :
  - Les actions sont assez peu mises en œuvre hormis pour les échelons départementaux et régional
  - Certaines actions sont jugées comme inadaptées au territoire concerné (topographie, développement des infrastructures existantes, ...)

Transport de  
marchandises

# Levier : Fret décarboné et multimodalité

## Enjeux, cible nationale et approche de territorialisation

Liste des actions	Niveau de mise en œuvre <sup>1</sup> 1 = minimum ; 5 = maximum	Citations issues des collectivités (extraits)
Recours aux compétences d'autorités...	2,0 1,6 1,2	<ul style="list-style-type: none"> <li>2 EPCI mentionnent une collaboration avec la Région dans le cadre d'un TAD</li> </ul>
Priorisation de la régénération des lignes sur les...	5,0 1,1 1,1	<ul style="list-style-type: none"> <li>« trop peu d'acteurs économiques concernés »</li> </ul>
Intégration dans les marchés publics de clauses...	2,7 2,0 1,4	<ul style="list-style-type: none"> <li>3 communes mentionnent « l'intégration de clauses environnementales »</li> <li>4 départements mentionnent une chartes ou des clauses environnementales systématique</li> </ul>
Développement ou soutien à l'infrastructure de...	5,0 2,1 1,2	<ul style="list-style-type: none"> <li>10% des EPCI mentionnent des stations GNV et 8 EPCI mentionnent des stations hydrogène</li> <li>Région : « production d'hydrogène »</li> </ul>
Développement d'une infrastructure et d'une...	2,0 1,3 1,1	<ul style="list-style-type: none"> <li>2 EPCI mentionnent une « étude logistique en cours »</li> <li>« Hors compétence région »</li> </ul>
Contribution au financement de projets incitant...	5,0 1,8 1,3	<ul style="list-style-type: none"> <li>7 EPCI mentionnent l'accompagnement et le déploiement de PEM</li> <li>« réouverture de lignes ferroviaires liées au fret »</li> </ul>
Aides au développement de la cyclo-logistique	2,0 1,5 1,2	<ul style="list-style-type: none"> <li>« jugé non pertinent vu la topographie du territoire » ou « non adapté »</li> <li>EPCI : « Subvention aux entreprises pour l'acquisition de vélos-cargos, en partenariat avec l'ADEME »</li> </ul>
Aides à l'acquisition de véhicules professionnels...	5,0 1,6 1,2	<ul style="list-style-type: none"> <li>5 EPCI mentionnent l'acquisition de véhicules électriques</li> <li>« Installation de bornes bidirectionnelles »</li> </ul>
Adaptation et mobilisation du foncier public...	5,0 1,5 1,2	<ul style="list-style-type: none"> <li>EPCI : « Réflexion sur la mise en place d'une déchèterie professionnelle »</li> <li>« Projet de hub ferroviaire »</li> <li>Mais aussi : « infrastructures ferroviaires inadaptées »</li> </ul>

■ Départements & Région ■ Intercommunalité ■ Commune

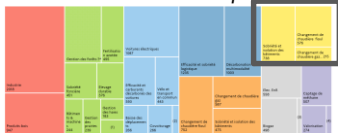
Bâtiment  
tertiaire

# Levier : Rénovation tertiaire

## Synthèse du diagnostic

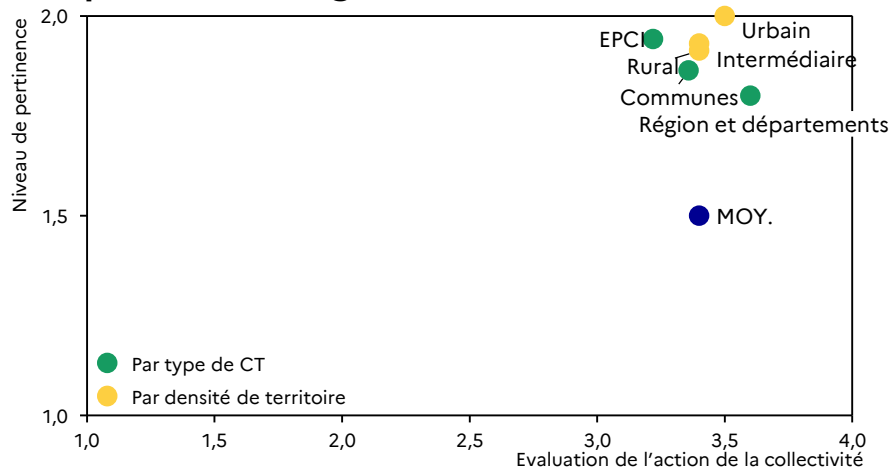
**A propos  
du levier  
(appel)**

Positionnement sur le panorama



- Le levier porte sur les efforts de sobriété sur le chauffage et la climatisation ainsi que la rénovation des bâtiments (isolation, changement de vecteur énergétique)
- Pour l'Occitanie, cela représente passer de 19,1 TWh en 2019 consommés (17,1 en 2021) à 12,7 TWh en 2030, ainsi qu'une baisse de 80% de la consommation de fioul par le secteur tertiaire et 2/3 de celle de gaz

## Réponses au diagnostic



## Principaux messages

- Au niveau infra-régional, il y a un fort consensus pour désigner la rénovation tertiaire comme **un des leviers pour lesquels l'action publique locale est la plus pertinente et la plus proche des enjeux**
- **Pourtant, à la maille des actions, l'échelon communal est plus pessimiste sur le niveau de mise en œuvre** ou ne sait pas se positionner, tandis que départements et région sont plus optimistes
- Dans les détails :
  - Sur la rénovation des bâtiments publics, région et départements considèrent une bonne mise en œuvre, EPCIs y voient une mise en œuvre partielle tandis que les communes sont plus négatives
  - Les autres actions fortement mentionnées sont : les mesures de sobriété en ligne avec les recommandations (19°C/26°C), les nouveaux bâtiments suivant standards et labels (RT2020, HQE...) et les programmes avec l'Etat comme PIG/OPAH et France Rénov
  - Très peu d'actions de soutien de la filière sont identifiées

Bâtiment  
tertiaire

# Levier : Rénovation tertiaire

## Synthèse des actions déjà / en cours de mise en œuvre

### Liste des actions

### Niveau de mise en œuvre<sup>1</sup>

### Citations issues des collectivités (extraits)

1 = minimum ; 5 = maximum

Soutien et accompagnement de la filière rénovation énergétique		<ul style="list-style-type: none"> <li>« Dispositif AREO porté par les CMA et accompagné par le PETR et le programme Leader. Pertinence du dispositif mais trop peu de disponibilité des artisans locaux pour maintenir ce dispositif, non renouvelé depuis 2022. »</li> <li>« Existence d'un guichet rénov'occitanie avec le PNRGC: réunions avec les Pros sur l'étanchéité à l'air, sur la rénovation du bâti ancien et le confort d'été »</li> </ul>
Rénovation du parc de bâtiments publics		<ul style="list-style-type: none"> <li>Région : « Fiche dédiée dans le PO FEDER 2021-2027. Accompagnement de la CCIR et de la CRMA pour le petit tertiaire privé »</li> <li>« Programme de rénovation énergétique des bâtiments déjà enclenché », plans pluriannuels de travaux</li> <li>70% des EPCI et 43% des communes ont indiqué au moins une action</li> </ul>
Mutualisation de travaux à l'échelle d'un quartier (ex. identification de quartiers, animation,...)		<ul style="list-style-type: none"> <li>« Recrutement (en cours) d'une chargée de mission Habitat à l'échelle des 3 EPCI de l'Astarac pour accompagner des projets collectifs ciblés »</li> <li>Rénovations urbaines de quartier</li> <li>Via OPAH</li> </ul>
Mesures de sobriété dans le parc de bâtiments publics (température de chauffage...)		<ul style="list-style-type: none"> <li>Consigne 19°C / 26°C dans les bureaux appliquée depuis l'hiver 2022</li> <li>Installation de LED, gestion pilotée du chauffage</li> <li>Sensibilisation aux éco-gestes, charte de sobriété</li> <li>« Embauche d'un Conseiller en Energie Partagée »</li> </ul>
Mesures de communication et sensibilisation aux dispositifs d'aide et aux enjeux de la rénovation		<ul style="list-style-type: none"> <li>Participation au guichet Renov Occitanie</li> <li>Cafés Reno, plaquettes de communication, suivi-animation de l'OPAH / PIG, France service</li> <li>Très peu d'actions mentionnées par les communes</li> </ul>
Construction de nouveaux bâtiments exemplaires		<ul style="list-style-type: none"> <li>Intégration des derniers standards et labels : RE2020, BPOS, HQE, Eco-label...</li> <li>Intégration d'EnR (PV, solaire thermique, géothermie, PAC...)</li> </ul>
Aides à la rénovation du parc privé complémentaires aux aides nationales		<ul style="list-style-type: none"> <li>De nombreux PIG – ex. « Participation de l'EPCI à hauteur de 200 euros pour les travaux de rénovation énergétique des ménages modestes et très modestes (PIG Mon Coach Eco-logis porté par le département) »</li> <li>Via OPAH</li> <li>Participation au Guichet Rénov'Occitanie</li> </ul>

■ Départements & Région ■ Intercommunalité ■ Commune

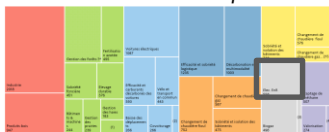
Energie

# Levier : Electricité renouvelable

## Synthèse du diagnostic

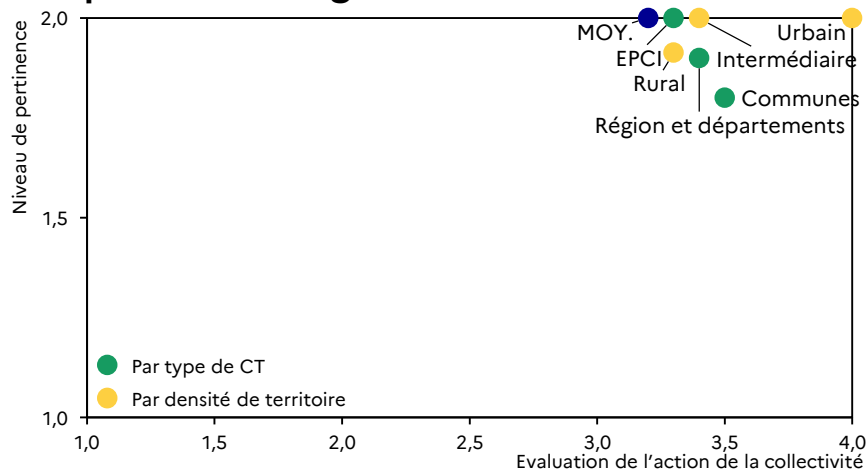
**A propos  
du levier  
(appel)**

Positionnement sur le panorama



- Le levier porte sur développement de nouveaux actifs d'électricité renouvelable sur le territoire
- Dans l'attente des résultats des Comités Régionaux de l'Energie, la clé de répartition utilisée est celle des objectifs des SRADDET (avec extrapolations des objectifs lorsque nécessaire, d'après le rapport de Negawatt/Ademe de 2020)

## Réponses au diagnostic



## Principaux messages

- Il y a un fort consensus pour désigner l'électricité renouvelable comme **un des leviers pour lesquels l'action publique locale est la plus pertinente et la plus proche des enjeux**
- **Ce résultat est très lié à la participation des collectivités sur définition de zones d'accélération et remontée au référent préfectoral**
- Par ailleurs, plusieurs actions sont indiquées comme bien mises en œuvre, notamment par les échelons département, région et intercommunalité, à savoir :
  - Eclairage public
  - Mesures de communication et mobilisation
  - Soutien financier aux projets

Energie

# Levier : Electricité renouvelable

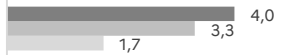







## Synthèse des actions déjà / en cours de mise en œuvre

### Liste des actions

### Niveau de mise en œuvre<sup>1</sup>

### Citations issues des collectivités (extraits)

1 = minimum ; 5 = maximum

Soutien financier aux projets d'ENR, prise de participation		<ul style="list-style-type: none"> <li>Plusieurs projets de prises de participation dans des coopératives citoyennes ou directement dans des projets,</li> <li>« Peut améliorer l'acceptabilité sociale de certains projets mais insuffisant intrinsèquement pour cela »</li> </ul>
Soutien et accompagnement des filières EnR		<ul style="list-style-type: none"> <li>« différents projets d'ENR (autoconsommation, revente) envisagés comme des démonstrateurs »</li> <li>Création de SEM, SCIC, cartographie des acteurs et des zones...</li> </ul>
Respect de la réglementation sur l'éclairage		<ul style="list-style-type: none"> <li>La moyenne cache une moitié de CT répondant « plutôt oui » et une autre moitié de « pas de réponse »</li> <li>Coupeure de l'éclairage public de minuit à 5h, diminution de l'intensité lumineuse de 23h à 6h du matin, éclairage public à LED...</li> </ul>
Mise en place de clauses incitatives dans les PLUs		<ul style="list-style-type: none"> <li>Beaucoup de PLUi en cours de réflexion / adaptation</li> </ul>
Mesures de communication et mobilisation autour des EnR		<ul style="list-style-type: none"> <li>Charte EnR, réunions publiques, communication dans les magazines municipaux...</li> <li>« Pas vraiment le rôle des EPCI, sujet sensible, le cadre des enjeux en matière de volume doit faire l'objet d'actions de communication de la part de l'Etat en lien avec le PPE »</li> </ul>
Développement d'outils d'assistance technique		<ul style="list-style-type: none"> <li>Etudes de potentiel, cadastres, accompagnement des communes, financement d'études de faisabilité</li> </ul>
Définition de zones d'accélération et remontée au référent préfectoral		<ul style="list-style-type: none"> <li>« Diffusion d'informations auprès des communes, accompagnement dans la définition des zones, regroupement des cartographies de toutes les zones à l'échelle de l'agglomération »</li> </ul>
Actions d'efficacité énergétique et de sobriété pour l'éclairage public		<ul style="list-style-type: none"> <li>LED, extinction des lumières, éclairage public photovoltaïque...</li> </ul>

■ Région et départements ■ Intercommunalité ■ Commune

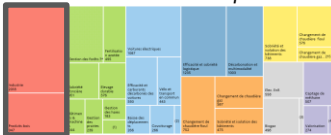
Industrie

## Levier : Industrie

### Synthèse du diagnostic

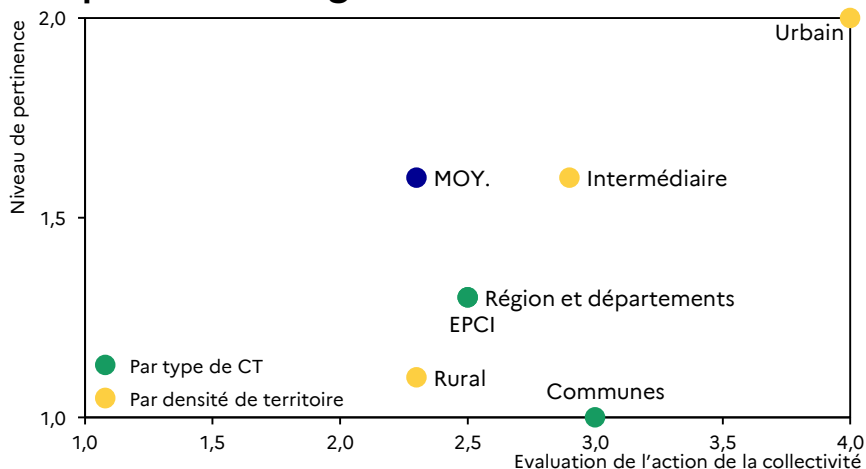
**A propos  
du levier  
(appel)**

Positionnement sur le panorama



- Le levier porte sur la **baisse des émissions de l'industrie** (grands sites industriels, industrie diffuse, captage et stockage de carbone et raffinage) et leur sobriété foncière (ambition nationale : -45Mt CO2e d'ici 2030).
- Pour l'Occitanie**, d'ici 2030 l'ambition est d'atteindre 2 018 kteCO2 évitées par rapport à 2019

### Réponses au diagnostic



### Principaux messages

- L'action territoriale est **assez limitée** sur le territoire sauf pour les territoires urbains
- Les **communes ne pensent pas disposer de marge de manœuvre sur ce levier**. Les départements et la régions s'estiment limités dans leur action
- La Haute-Garonne** apparaît comme le département **leader** de ce levier compte tenu du grand nombre de sites industriels sur son territoire
- En termes d'actions :
  - Sur le soutien des acteurs et certains **écosystèmes émergent** dans les EPCI et sont en passe de se structurer
  - Sur la sobriété foncière les EPCI entament des **procédures d'études et d'inventaire des friches et ZAE** pour leur réhabilitation et densification malgré un niveau de mise en oeuvre estimé haut
  - Sur la cartographie des flux matières et l'évaluation EIT les actions sont limitées. Un territoire évoque le programme étatique « territoires d'industrie »



Industrie

## Levier : Industrie

### Synthèse des actions déjà / en cours de mise en œuvre

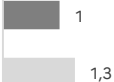
#### Liste des actions

#### Niveau de mise en œuvre<sup>1</sup>

#### Citations issues des collectivités (extraits)

1 = minimum ; 5 = maximum

Soutien et accompagnement des acteurs pour favoriser la création d'écosystèmes industriels autour de la décarbonation (ex. clusters H2, réutilisation de chaleur fatale...)



- Communes : « Permis d'aménager vertueux », « Clean Tech Valley » et « Technocampus »
- EPCI : « réseau de chaleur d'énergie fatale » dans une ZAC, « partenariat avec la CCI » « Dans le cadre de territoire d'industrie, émergence d'un cluster filière bois et agro-alimentaire durable »
- « En attente de l'émergence opérationnelle de ces écosystèmes + consolidation des modèles éco »

Identification et aménagement / réhabilitation de foncier permettant l'implantation de nouvelles entreprises industrielles dans une logique de sobriété foncière et de rationalisation de la gestion de l'espace



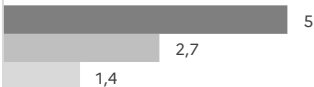
- Au niveau ECPI : « réhabilitation de friches », « densification des ZAC », « création de ZAC économiques Bas carbone »
- 7 EPCI réalisent un « inventaires des ZAE ou friches »

Financement de projets de performance énergétique, complémentaires aux financements nationaux (ex. CEE, Fonds Chaleur...)



- « Outil FITEEO (AREC) qui est fortement sollicité »

Cartographie des flux matières du territoire / Évaluation du potentiel Ecologie industrielle et territoriale (EIT) pour faire le lien entre les acteurs (mutualisation des flux)



- Un département : « adaptation de la commande publique »
- « label territoires d'industrie »

■ Départements et Région ■ Intercommunalité ■ Commune

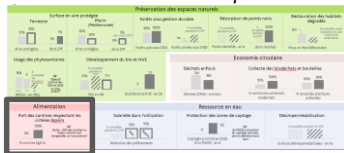
Agriculture et  
alimentation

# Levier : Egalim / Climat et Résilience

## Synthèse du diagnostic

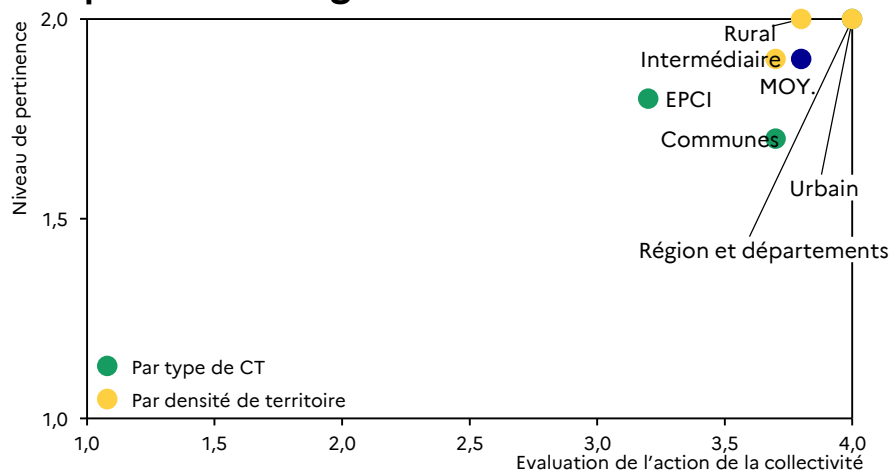
**A propos  
du levier  
(rappel)**

Positionnement sur le panorama



- Le levier vise à suivre le respect de récentes prescriptions législatives (lois Egalim, Climat et Résilience), qui imposent obligatoirement depuis 2022 pour la restauration collective : 50% de produits durables et de qualité dont 20% de bio
- D'après le site [ma-cantine.fr](https://ma-cantine.fr) (30% des cantines au niveau national) seules 8% des cantines en Occitanie respectent ces obligations

## Réponses au diagnostic



## Principaux messages

- Il y a un **très grand écart** entre la **vision très positive du levier** par l'ensemble des collectivités territoriales, qui positionnent unanimement leur action comme étant à la hauteur des enjeux
- ... **les valeurs des chiffres recensés sur [ma-cantine.fr](https://ma-cantine.fr)** (8% des cantines de la région ont atteint les objectifs)
- ...**et les actions mises en œuvre** :
  - Région et département ont mis en place le menu végétarien hebdomadaire
  - Mais au niveau du bloc communal la mise en œuvre est considérée comme pas à la hauteur

Agriculture et  
alimentation

# Levier : Egalim / Climat et Résilience

## Synthèse des actions déjà / en cours de mise en œuvre

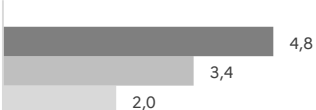
### Liste des actions

### Niveau de mise en œuvre<sup>1</sup>

1 = minimum ; 5 = maximum

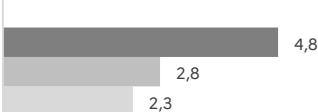
### Citations issues des collectivités (extraits)

Promotion de légumineuses, produits bio, circuits courts dans la commande publique, déploiement de Projets Alimentaires Territoriaux (PAT)



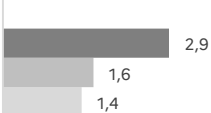
- 44% des collectivités questionnées ont une initiative à mentionner (PAT, commande publique, ...)

Mise en application du menu végétarien hebdomadaire (lois Egalim et Climat et résilience) dans les cantines scolaires



- « À moins que toute la consommation de viande dans les cantine scolaire soit assurée par la production locale, il n'y a pas de raison que cette mesure affecte les éleveurs. Veiller à ce que le repas végétarien ne soit pas plus désastreux qu'un repas carné contenant des produits issus de l'élevage extensif. »
- « L'enquête sur la restauration collective montre que le menu végétarien hebdomadaire est mis en place dans beaucoup de cantines scolaires du territoire (école maternelle/primaire) »

Expérimentation de l'option végétarienne quotidienne en cas de choix multiple



- « Questionnement autour de la valeur de la protéine animale et de sa qualité insuffisamment posé dans le débat national »
- Moins de 10% des collectivités questionnées mentionnent une expérimentation en cours

■ Départements & Région ■ Intercommunalité ■ Commune

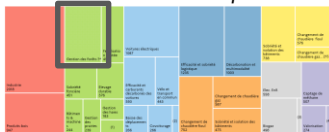
Agriculture et  
alimentation

## Levier : Gestion des forêts

### Synthèse du diagnostic

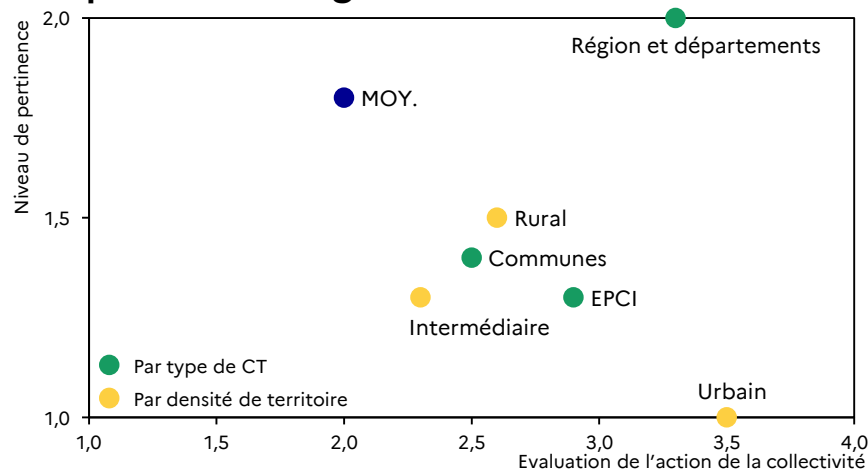
**A propos  
du levier  
(appel)**

Positionnement sur le panorama



- le levier porte sur l'adaptation et la restauration des forêts pour maintenir la capacité des puits forestiers
- *Objectif non régionalisé en raison de son caractère normatif et incertain, et très dépendant de conditions sylvopédoclimatiques très locales*

### Réponses au diagnostic



### Principaux messages

- La perception de ce levier fait l'objet d'un **très fort dissensus dans les territoires** (entre départements, entre types de collectivités, entre types de territoires)
- **...et très peu d'actions sont mises en œuvre**
  - Beaucoup d'actions pour lesquelles les collectivités ne savent pas répondre ou ne se sentent pas pertinentes
  - Des réponses par action assez négatives, en dehors du déploiement du concept de forêts mosaïques et la conservation d'arbres morts pour le bloc région et départements
- **...illustrant un levier un peu mal compris, ou du moins sur lequel les collectivités ont du mal à se positionner ?**

Agriculture et  
alimentation

# Levier : Gestion des forêts

## Synthèse des actions déjà / en cours de mise en œuvre

### Liste des actions

### Niveau de mise en œuvre<sup>1</sup>

### Citations issues des collectivités (extraits)

1 = minimum ; 5 = maximum

Usage du droit de préemption pour les parcelles forestières en vente	NA	1,4		<ul style="list-style-type: none"> <li>« Un dossier en cours pour proposition ballade champêtre »</li> <li>59% de réponses « je ne sais pas ou non pertinent »</li> </ul>
Usage de la procédure d'incorporation des biens vacants	NA	1,4 <sup>6</sup>		<ul style="list-style-type: none"> <li>« important mais pas toujours facile à mettre en œuvre »</li> <li>68% de réponses « je ne sais pas ou non pertinent »</li> </ul>
Sensibilisation à la gestion durable et à ses intérêts pour les propriétaires	1,3	2,2	3,2	<ul style="list-style-type: none"> <li>Plusieurs développements de chartes forestières</li> <li>Plans de développement de massifs (PDM), actions de sensibilisation</li> </ul>
Restauration de l'équilibre forêt – gibier	1,6	1,5	3,2	<ul style="list-style-type: none"> <li>« Actions de concertation avec les associations de chasseurs »</li> <li>« Cartographie des zones sensibles aux dégâts de gibier en forêts publiques (ONF) »</li> </ul>
Respect de la réglementation et de la sensibilisation du grand public pour limiter les départs de feu	NA	2,5	2,4	<ul style="list-style-type: none"> <li>Plan de sauvetage, documents diffusés aux touristes l'été, guides et signalétique</li> </ul>
Renouvellement forestier	1,5	1,9	3,5	<ul style="list-style-type: none"> <li>« Accompagnement et expérimentation, plus particulièrement vers la forêt privée et visant les 18% de la superficie forestière (plantations). »</li> </ul>
Promotion des cloisonnements et des modes d'exploitation à faible impact sur les sols	1,2	1,8	3,0	<ul style="list-style-type: none"> <li>Plusieurs développements de chartes forestières</li> <li>« Promotion de l'élevage extensif »</li> </ul>
Préemption ou achats de forêts privées	1,3	2,0 <sup>3</sup>		<ul style="list-style-type: none"> <li>« Quand l'opportunité se présente uniquement en continuité des massifs existants »</li> </ul>
Investissements forestiers durables	NA	2,0		<ul style="list-style-type: none"> <li>« soutien ponctuel à la création d'une méthode bas carbone »</li> </ul>
Identification des forêts "biens vacants et sans maîtres"	1,5	1,7	3,0	<ul style="list-style-type: none"> <li>« Sollicitation de la DGFIP pour obtenir par commune la liste de ces biens, mais aucune réponse » « En cours de recensement, partenariat avec la SAFER »</li> </ul>
Déploiement du concept de "forêt mosaïque" visant à diversifier les essences et les modes de sylviculture	1,3	2,0	3,5	<ul style="list-style-type: none"> <li>« Promotion d'itinéraire sylvicoles multifonctionnel et résilient (sylviculture irrégulière, plantations en mélange...) » - 70% de « je ne sais pas ou non pertinent »</li> </ul>
Contractualisation avec les coopératives forestières	NA	1,6		<ul style="list-style-type: none"> <li>« Filière bois d'œuvre peu structurée »</li> </ul>
Conservation d'arbres morts et d'arbres à cavités pour le maintien de la biodiversité forestière	1,7	2,8	4,0	<ul style="list-style-type: none"> <li>65% de réponses « je ne sais pas ou non pertinent »</li> <li>« Au minimum, on laisse 2 arbres morts à l'hectare pour préserver les différentes espèces ainsi que protection d'îlot de sénescence »</li> </ul>

Agriculture et  
alimentation

# Levier : Continuités écologiques

## Comparaison des résultats par département

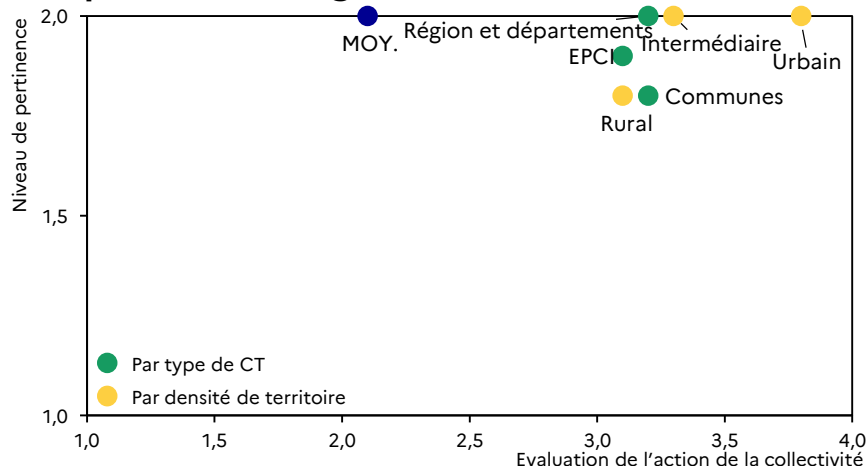
**A propos  
du levier  
(rappel)**

Positionnement sur le panorama



- Le levier porte sur la résorption de points noirs (ambition nationale : identification complète d'ici 2025 et résorption totale d'ici 2030) et la restauration des continuités écologiques (ambition nationale : 5000 ouvrages prioritaires d'ici 2027)

## Réponses au diagnostic



## Principaux messages

- L'action territoriale est jugée **très importante** par l'ensemble des acteurs. La **majorité des collectivités est mobilisée sur ce levier**.
- Cependant, **les urbains sont plus optimistes que les territoires ruraux**.
- En termes d'actions :
  - La **majorité des EPCI** ont **intégré** ou sont en train d'intégrer **les trames vertes et bleues aux SCoT et PLUi**
  - Les actions en matière d'aménagement sont à porter dans un **écosystème complexe d'acteurs**. La restauration des fonctionnalités naturelles des cours d'eau est souvent une **compétence déléguée**.
  - Sur le financement, plusieurs collectivités ont lancé des appels à projet spécifiques
  - Sur l'exonération de la taxe foncière les EPCI estiment ne pas connaître la position des élus sur le sujet, l'action n'a donc pas été envisagée ou discutée pour le moment

Agriculture et  
alimentation

# Levier : Continuités écologiques

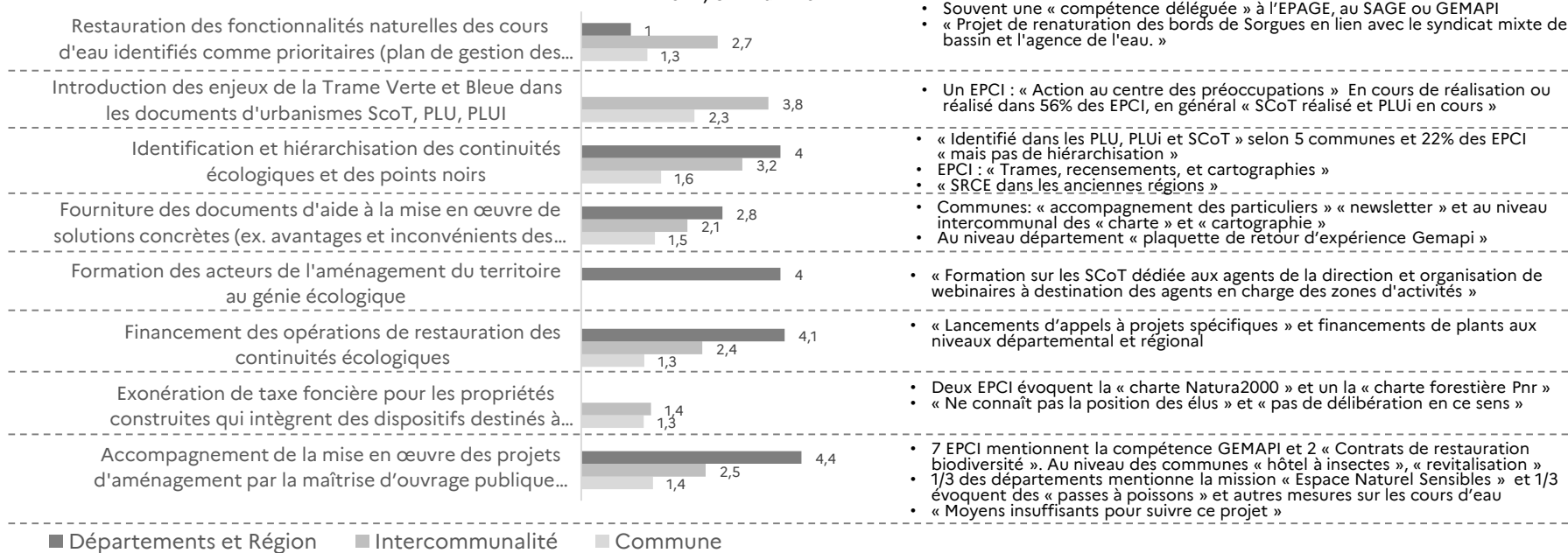
## Comparaison des résultats par département

### Liste des actions

### Niveau de mise en œuvre<sup>1</sup>

### Citations issues des collectivités (extraits)

1 = minimum ; 5 = maximum



- Souvent une « compétence déléguée » à l'EPAGE, au SAGE ou GEMAPI
- « Projet de renaturation des bords de Sorgues en lien avec le syndicat mixte de bassin et l'agence de l'eau. »
- Un EPCI : « Action au centre des préoccupations » En cours de réalisation ou réalisé dans 56% des EPCI, en général « SCoT réalisé et PLUI en cours »
- « Identifié dans les PLU, PLUI et SCoT » selon 5 communes et 22% des EPCI « mais pas de hiérarchisation »
- EPCI : « Trames, recensements, et cartographies »
- « SRCE dans les anciennes régions »
- Communes: « accompagnement des particuliers » « newsletter » et au niveau intercommunal des « charte » et « cartographie »
- Au niveau département « plaquette de retour d'expérience Gemapi »
- « Formation sur les SCoT dédiée aux agents de la direction et organisation de webinaires à destination des agents en charge des zones d'activités »
- « Lancements d'appels à projets spécifiques » et financements de plants aux niveaux départemental et régional
- Deux EPCI évoquent la « charte Natura2000 » et un la « charte forestière Pnr »
- « Ne connaît pas la position des élus » et « pas de délibération en ce sens »
- 7 EPCI mentionnent la compétence GEMAPI et 2 « Contrats de restauration biodiversité ». Au niveau des communes « hôtel à insectes », « revitalisation »
- 1/3 des départements mentionne la mission « Espace Naturel Sensibles » et 1/3 évoquent des « passes à poissons » et autres mesures sur les cours d'eau
- « Moyens insuffisants pour suivre ce projet »

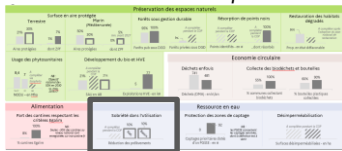
Eau

# Levier : Sobriété en eau

## Synthèse du diagnostic

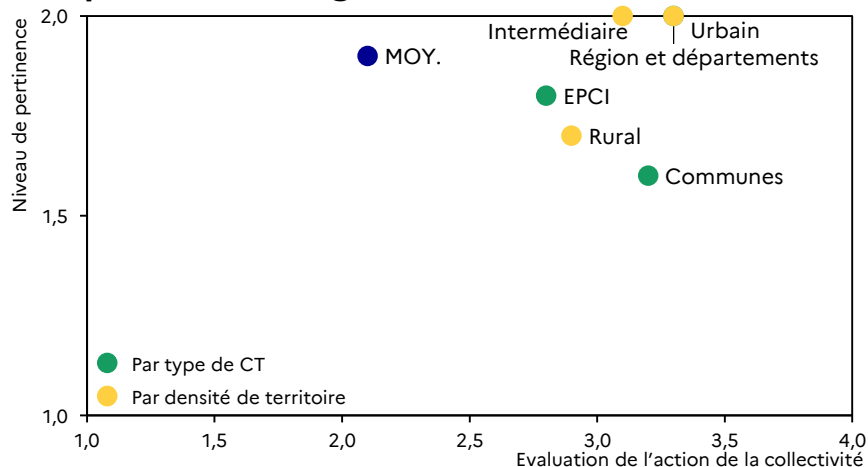
**A propos  
du levier  
(appel)**

Positionnement sur le panorama



- Ce levier vise à décliner au sein des territoires la baisse prévue au niveau national de 10% des prélèvements en eau
- Pour l'Occitanie, cet objectif de baisse de 10% des prélèvements en eau s'applique au bassin hydrographique Adour-Garonne

## Réponses au diagnostic



## Principaux messages

- Ce levier est **considéré pertinent par l'ensemble des collectivités**, et tout particulièrement par les collectivités aux niveaux de densité les plus élevés
- **L'optimisme moyen est assez modéré** bien que certains types d'acteurs comme les communes ou les milieux urbains sont relativement confiants
- En termes d'actions :
  - Beaucoup d'actions pour lesquelles la compétence a été déléguée et certaines actions pour lesquelles les collectivités ne savent pas répondre
  - Les actions de communication et de suivi des consommations sont bien représentées, mais les actions qui demandent une mise en œuvre plus technique ne sont pas portées par toutes les collectivités



Eau

# Levier : Sobriété en eau

## Synthèse du diagnostic

### Liste des actions

### Niveau de mise en œuvre<sup>1</sup>

1 = minimum ; 5 = maximum

Tarification et niveau de financement de la gestion de la ressource adéquats	NA	1,4	1,8
Soutien des pratiques de sobriété sur eau pour l'ensemble des usagers dans les instances liées à l'eau et dans les politiques publiques propres	NA		3,9
Mise en place et suivi d'un plan d'actions de réduction de fuites	NA	2,0	2,4
Mise en place des mesures de suivi des prélèvements (compteurs avec télétransmission...)	NA	2,0	2,6
Mise en place d'une tarification incitative ou communication sur les seuils d'alerte de surconsommation incitant à la sobriété	NA	1,5	2,0
Mise en œuvre d'une gestion optimisée et raisonnée des flux dans les bâtiments publics et autres usages (arrosage des espaces verts...)	NA	2,3	2,7
Investissement dans des ouvrages de recharge maîtrisée des aquifères	NA	1,3	1,4
Intégration de la gestion de l'eau dans les défis et les documents relatifs à l'urbanisme et à l'aménagement du territoire	NA	1,7	3,1
Information et sensibilisation du grand public vers des pratiques plus sobres en eau	NA	2,1	2,7
Encouragement de l'utilisation économe de l'eau par tous les usagers dans les instances liées à l'eau et dans les politiques publiques propres	NA	1,8	2,6
Application du décret fuite	NA	1,5	2,1
Accompagnement ou mise en œuvre des projets labélisés « solutions fondées sur la nature » (restauration des zones humides, renaturation, restauration des cours d'eau)	NA	1,6	2,6
Accompagnement et facilitation des projets de réutilisation des eaux (eaux usées traitées, eaux de pluie, eaux grises...)	NA	1,6	2,4
Accompagnement du monde agricole dans la dynamique de diversification/adaptation au changement climatique	NA		5,0
Accompagnement des acteurs industriels dans la réduction de consommation et réutilisation des eaux usées traitées	NA	1,3	1,9
Accompagnement de la filière agricole dans les changements de pratiques de consommation d'eau	NA		1,0

### Citations issues des collectivités (extraits)

- « A faire dans le cadre de la prise de compétence en 2026 des cdc »
- 54% de réponses « je ne sais pas ou non pertinent »
- « Soutien des actions de la chambre d'agriculture sur la développement et promotion de pratiques agricoles sobres en eau »
- « Programme pluri-annuel de rénovation des canalisations et réparation des fuites (syndicat d'adduction eau potable) »
- « Installation de compteurs avec télérelève en cours sur le territoire. Suivi journalier des volumes. »
- « Communication numérique, flyers, bulletin municipal et distribution de kits de réducteurs d'eau »
- « Espaces verts : Arrosage intelligent + Goutte à goutte + Plantation de jardins secs + Jardins arrosés avec des hoyas + Paillage + Sensibilisation + Sevrage des apports en eau »
- « Nécessite des compétences techniques indisponibles actuellement »
- 59% de réponses « je ne sais pas ou non pertinent »
- « Prise en compte des Zones humides et cours d'eau dans les zonages PLUi et SCOT, révision en cours sur le territoire »
- « Campagne de communication sur 2023 sur les éco-gestes en terme d'utilisation de l'eau sur les réseaux sociaux de la collectivité. »
- « Réunion publique de l'eau, communication sur les réseaux et canaux disponibles, communication des élus dans les instances publiques »
- « Obligation contractuelle du délégataire des recherches de fuite sur 100% du linéaire »
- 58% de réponses « je ne sais pas ou non pertinent »
- « Appui technique auprès des structures GEMAPIennes pour la mise en place de programme pluriannuels de gestion de cours d'eau destinés à améliorer l'état écologique des cours d'eau »
- « Les démarches de sobriété seront abordées dans le cadre de la feuille de route Economie circulaire, ainsi que les PCAET. »
- « Accompagnement de groupes d'agriculteurs en cours de diversification agricole. Réalisation d'une étude prospective agroclimatique. »
- « Mise en place de convention de rejet et de gestion de leur consommation »
- « Création d'un GIP dédié à la transition agro-écologique. »

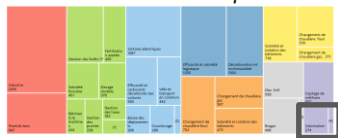
Déchets/  
Economie  
circulaire

# Levier : Valorisation matière des déchets

## Synthèse du diagnostic

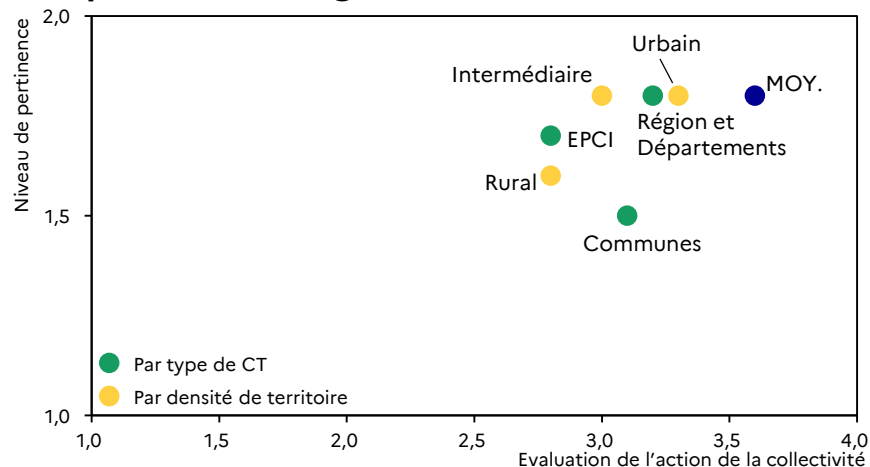
**A propos  
du levier  
(rappel)**

Positionnement sur le panorama



- Le levier porte sur l'augmentation de la valorisation matière/énergétique des déchets et l'amélioration de la collecte et du recyclage des bouteilles en plastique et du tri des biodéchets
- Pour l'Occitanie, l'effort de valorisation représente 274 ktCO2e d'émissions à éviter en 2030 par rapport à 2019, soit 69kg annuel/hab de déchets ménagers et assimilés valorisés supplémentaires vs. 332kg/hab aujourd'hui

## Réponses au diagnostic



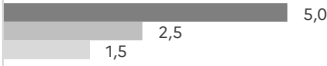
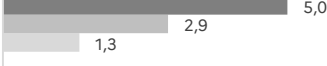



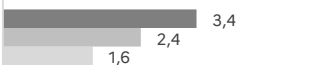
## Principaux messages

- Il y a des différences de **perception notables entre échelon de collectivité et type de territoire**
  - Région, départements et territoires urbains considèrent l'action territoriale plus pertinente et l'évaluent plus positivement
  - A l'inverse, les communes et en particulier rurales ont une perception plus négative
- Dans les détails :
  - Région et départements considèrent une bonne mise en œuvre des mesures relatives au soutien à la filière et mise en œuvre de la loi AGEC sur la récupération et valorisation des déchets organiques
  - Communes et EPCIs ont une vision limitée du niveau de mise en œuvre, mentionnant souvent la délégation de la compétence à des syndicats mixtes

Déchets/  
Economie  
circulaire

# Levier : Valorisation et collecte des déchets

## Synthèse des actions déjà / en cours de mise en œuvre

Liste des actions	Niveau de mise en œuvre <sup>1</sup> <i>1 = minimum ; 5 = maximum</i>	Citations issues des collectivités (extraits)
Soutien et accompagnement de la filière déchets		<ul style="list-style-type: none"> <li>Communes : renvois aux intercommunalités</li> <li>Intercommunalités : action sur la filière laine, accompagnement des pro/particuliers, compétence des syndicats mixtes, action déchetterie</li> <li>Région : dispositifs financiers et technique pour accompagner les différents acteurs dans le cadre de SRADET</li> </ul>
Mise en œuvre de la loi AGECE sur la récupération et la valorisation des déchets organiques		<ul style="list-style-type: none"> <li>Néant</li> </ul>
Développement d'outils d'assistance technique (mise en relation producteurs / distributeurs...)		<ul style="list-style-type: none"> <li>Communes : renvois aux intercommunalités, délégation de service public</li> <li>Départements : composteurs dans les collèges, compétence syndicat mixte, convention avec des entreprises pour valorisation des déchets verts</li> <li>Intercommunalités : plan en cours, accompagnement des associations et entreprises, actions EIT, PCAET, compétences syndicats mixtes</li> <li>Région : financement du réseau régional sur l'Ecologie Industrielle et Territoriale</li> </ul>
Collecte pour méthanisation ou fertilisation des déchets organiques		<ul style="list-style-type: none"> <li>Néant</li> </ul>
Cartographie des flux des déchets d'activité économique		<ul style="list-style-type: none"> <li>Communes : renvois aux métropoles et syndicats mixtes</li> <li>Départements : pas de compétence économie/déchets</li> <li>Intercommunalités : redevance spéciale, compétence syndicats mixtes, missions économie circulaire, surveillance flux déchetterie</li> <li>Région : suivi de 2 indicateurs relatifs au DAE dans le cadre du SRADET</li> </ul>
Augmentation de la valorisation énergétique des déchets collectés qui ne peuvent être recyclés		<ul style="list-style-type: none"> <li>Communes : renvois vers les syndicats mixtes</li> <li>Départements : filières spécifiques, réhabilitation des matériaux de voirie, valorisation des biodéchets dans les collèges</li> <li>Intercommunalités : renvois vers d'autres acteurs car compétence déléguée/transférée</li> <li>Région : structuration en cours d'une filière régionale CSR</li> </ul>
<p>■ Région et départements   ■ Intercommunalité   ■ Commune</p>		